

Nam

**NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE** +

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Mensuel indépendant
d'informations militaires

N° 09 - 10 | décembre 2020

www.revue-nam.ch

Paraît 6 fois par année
47^e année - CHF 5.-

FÉLICITATIONS ! Environ 10'000 soldats et cadres ont terminé le 30 octobre dernier avec succès l'école de recrues 2/2020. Malgré des conditions difficiles, ils ont accompli l'ER avec brio et peuvent être fiers d'eux. Un remerciement particulier également aux cadres qui ont réalisé à nouveau un travail extraordinaire dans des conditions compliquées.



Interview exclusive
**Divisionnaire
Yvon Langel**

12

COVID-19 à Drogens
**Vivre en autarcie,
sous les drapeaux**

16

La pagina italiana
**Coronavirus:
nuovo impiego**

28

PLUS HAUT. PLUS VITE. PLUS SÛR. SUPÉRIORITÉ AÉRIENNE ET SOUVERAINETÉ DES DONNÉES.



FLY
WE MAKE IT

L'Eurofighter est l'avion privilégié des forces aériennes européennes. Conçu par quatre nations partenaires, il assure indépendance et autonomie. Les excellentes performances de l'Eurofighter offriront une protection éprouvée à la Suisse. Il garantira son indépendance opérationnelle et la souveraineté de ses données.

Sécurité. Autonomie. We make it fly.*

*Nous faisons voler.

Sommaire

Photo de première

Fin de l'ER 2/2020 à Colombier.

La chronique de MMG 4

Amère victoire en septembre.

En vrac 5

Pas de crash pour les nouveaux avions de combat. Merci de nous soutenir.

Or donc... 6

Bientôt 2021... et que souhaitons-nous, qu'est-ce qui nous attend pour ces 12 mois de 2021.

Chronique fédérale 7

Retour sur les votations.

Assemblée de la SSO 8

Défense aérienne.

Nominations 11

Quatre officiers généraux nommés au 1.1. et 1.7.2021.

Coronavirus 14

L'armée à nouveau engagée.

Service social de l'armée 17

1,1 million de francs de contributions en 2019.

60 ans de la mort du Général H. Guisan 18

Hommage solennel à Avenches.

Le sous-officier 31

Avec la CISOR.

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 3521 exemplaires adressés personnellement.
Tirage imprimé: 4 000 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Sécurité

L'engagement clairvoyant de la Suisse



Le 27 septembre 2020, le peuple suisse a approuvé l'acquisition de nouveaux avions de combat. Ce faisant, le souverain a pris une décision de principe cardinale: la Suisse veut pouvoir continuer à protéger son espace aérien, son pays et sa population et fournir ainsi une contribution significative à la sécurité en Europe. La Société suisse des officiers (SSO) salue la clairvoyance de la population suisse.

Avec une majorité populaire de 50,1%, le oui a certes été acquis sur le fil, mais les urnes ont parlé, et 18 cantons et demi-cantons ont approuvé cette acquisition. Le fait que nous ayons finalement réussi à passer l'épaule de justesse est dû en partie - et je suis fier de le relever ici - aux efforts inlassables et courageux de nos sections cantonales et des sociétés d'armes dans les points d'appui, ainsi que du comité de la SSO au sein du Comité national «Oui à la sécurité aérienne». Nous avons ainsi franchi un obstacle majeur dans le processus d'acquisition d'un nouvel avion de combat. Le DDPS et ses spécialistes sont maintenant appelés à mener à bien l'évaluation des quatre avions en compétition, de manière irréprochable et transparente d'ici le printemps 2021, en dépit des contre-feux perturbateurs que les opposants de l'armée allument déjà.

Pas un plébiscite contre l'armée

La SSO ne prend ce oui du bout des lèvres nullement comme un plébiscite anti-armée. Selon les sondages annuels de l'EPF, la population suisse est attachée à son armée de milice. Néanmoins, dans le contexte de la crise du coronavirus - qui n'est de loin pas terminée, une part considérable de la population s'est apparemment demandé s'il était justifié de dépenser 6 milliards de francs suisses dans l'achat d'avions de combat. Il semble bien que cette remise en question de l'enveloppe financière ait été mobilisatrice, et que le nombre important d'objets soumis en votation le 27 septembre dernier ait aussi joué un rôle non négligeable. En tout état de cause, ce résultat serré nous montre que nous n'avons pas été en mesure de démontrer l'urgence et la finalité de cet achat et que, dans certains cas, nous avons manqué nos groupes cibles.

Divisions inquiétantes

La SSO est préoccupée par le fait que la question des avions de combat divise autant la société suisse. Les priorités en matière de politique de sécurité diffèrent totalement entre les régions urbaines et rurales. Il en va de même entre la Suisse alémanique et la Suisse latine, cette dernière ayant parfois voté non massivement. Ce fossé doit être comblé, tout autant que celui qui existe entre les générations, les plus jeunes étant très critiques à l'égard de telles acquisitions. Autre schéma connu: la majorité des femmes ont voté contre les nouveaux avions de combat. Tous les acteurs concernés doivent désormais s'employer à réduire ces divisions de plus en plus marquées, qu'il s'agisse des partis politiques, des associations économiques, du DDPS, de l'armée, des organisations de milice, mais aussi des médias. En Suisse, la sécurité doit être perçue comme une tâche commune et permanente. Il ne suffit pas de se borner à en parler tous les quatre ans, à l'approche des élections.

Nécessaire discussion sur la politique de sécurité

Profitions du vote mémorable du dimanche 27 septembre 2020 pour lancer un débat de fond sur la question de la sécurité de la Suisse et sur son rôle dans le contexte européen, en particulier avec ses voisins de l'arc alpin. Car une chose est claire: en disant oui aux nouveaux avions de combat, la Suisse a affirmé sa volonté de défendre sa souveraineté et sa neutralité. Cela signifie qu'elle continue à bénéficier de la confiance des États voisins et du respect de la communauté internationale. Ce débat sur notre politique de sécurité doit également être l'occasion pour les organisations de milice de prendre influence de manière plus efficace et plus visible sur les défis à relever en la matière et de sensibiliser ainsi de larges pans de la population sur les questions sécuritaires. À l'avenir, la milice doit devenir encore plus importante - jouons cette carte maîtresse!!

Colonel EMG Stefan Holenstein, Président de la SSO

Amère victoire en septembre

Les historiens militaires estiment que c'est le 15 septembre 1940 que l'Allemagne perdit définitivement la bataille d'Angleterre par la défaite de la Luftwaffe face au Fighter Command. Ceci grâce à l'héroïsme d'une poignée de pilotes anglais mais aussi provenant de pays déjà envahis en particulier la Belgique, la Hollande, la France ou encore la Pologne. Suite à cette victoire pour la maîtrise du ciel Britannique Hitler se voit contraint, le 17 septembre, à renoncer à son opération Seelöwe (Lion de Mer) visant à envahir l'Angleterre. Évoquant l'héroïsme de ces pilotes, Churchill s'écrie «Jamais dans l'histoire, tant d'hommes n'ont dû autant à si peu d'entre eux!» En effet, que serait-il advenu de l'Europe et même du monde si Hitler était parvenu à ses fins. Quatre-vingts ans et dix jours après cet épisode majeur de la seconde guerre mondiale, le 27 septembre dernier, le peuple suisse, accepte avec une majorité d'environ 8670 voix soit 50,1% des votants, le budget pour l'acquisition de nouveaux avions de combat.

Différence de voix

Cette différence de voix restera probablement parmi la plus faible enregistrée lors d'un scrutin fédéral et même si victoire il y a, celle-ci laisse un goût amer. Mais quel rapport me direz-vous avec les événements de septembre 1940? Le lien est vite fait: dans les deux cas, c'est une histoire d'avions et d'une infime minorité qui a influencé radicalement le cours des événements. Ainsi,

paraphrasant Churchill, on a pu dire, au soir du 27 septembre: Jamais dans notre Histoire moderne les Suissesses et les Suisses n'ont dû autant à si peu d'entre eux! En effet, même si le résultat de cette votation ne sera pas ressenti à court terme, il nous garantit jusqu'à l'horizon 2050 et plus, une couverture aérienne digne de ce nom. Il faut voir les choses en face. Sans ces 8670 citoyennes et citoyens, notre Armée aurait été réduite au fil des ans à l'état d'une sorte de garde civile destinée à des missions de protection et de soutien. Tout le concept des missions de l'Armée aurait été à revoir. Tout particulièrement celui de la dissuasion et de la défense du pays et de sa population.

Moderne

De nos jours, aucune armée qui se veut moderne ne peut évoluer sans couverture aérienne. Celui qui veut rénover une vieille ferme n'aurait jamais l'idée d'économiser sur le toit qui coule pour mettre des fenêtres double isolation et de beaux volets verts! Par petite pluie il est encore possible de colmater un vieux toit mais en cas d'orage violent, l'eau s'infiltrerait partout et pourrit l'intérieur. Il en est de même avec le toit de la Maison Suisse. Il est possible que pour les temps troublés que nous vivons, l'état de nos Forces aériennes suffise pour assurer certaines missions de surveillance de l'espace aérien. Mais rien ne dit que la situation restera éternellement ce qu'elle est. Le fait est que tous nos voisins moder-

nisent leur flotte aérienne. Notre pays ne peut, par idéologisme, par pacifisme, par cupidité, par l'abandon de tout ce qui fait nos valeurs, indépendance, liberté, neutralité, renoncer à assurer lui-même sa sécurité sur terre et dans le ciel.



Une affaire...

Nous sommes conscients que ce scrutin était une affaire politique. Nous comprenons donc le silence assourdissant de nos plus hauts responsables militaires. Mais peut-être eut-il été courtois au soir du 27 d'entendre une parole du Chef de l'Armée qui nous aurait dit pourquoi l'issue du scrutin était importante pour sa vision du futur. Nous osons penser que l'affirmation d'un grand quotidien que la qualité première du Chef de l'Armée est son profil avant tout civil est fautive. Car si les armées avaient besoin de chefs aux profils «civils» cela se saurait depuis longtemps. La vérité est que les armées et la nôtre tout particulièrement ont besoin de chefs qui «commandent et qui exercent leur autorité» selon la définition du Petit Larousse. Ceci même en temps de paix. L'année 2020 n'a pas été une bonne année. L'humanité s'est découvert un nouvel ennemi contre lequel elle n'était pas préparée. La contre-attaque peine à se mettre en place. Elle se nomme état d'urgence, couvre-feu, confinement, vaccin, quarantaine, tests et j'en passe. Elle nous préoccupera certainement encore toute la première moitié de 2021 si ce n'est pas toute l'année. Et la victoire n'est pas certaine.

Autres problèmes

Là-dessus se greffent tous les autres problèmes de la planète: La présidence des États-Unis (à l'heure de la rédaction de ce Point, les résultats ne sont pas connus). Qui sera le nouveau président? Le choix pour les américaines et les américains est cornélien. Qui des voraces ou des coriaces sortira vainqueur de ce duel entre deux visions de l'Amérique et du monde? L'Iran, la Chine, la Russie, Israël, les Pays du Golfe, la Turquie, la Pologne, les Pays Baltes, l'Union Européenne seront directement touchés par les conséquences du scrutin. Cela sur fond de réchauffement climatique et de crise économique.

Aussi et pour la première fois depuis de très nombreuses années, il est bien difficile, en cette fin d'année 2020, de vous souhaiter, chers amies lectrices et chers amis lecteurs, une heureuse année 2021. Cependant afin de garder une note positive, rappelons-nous ces paroles de Joffre à son état-major lorsque tout semblait s'effondrer devant le coup de boutoir du plan Schlieffen: N'avez-vous donc pas confiance en la France? A mon tour de vous dire: Ayons confiance en la Suisse.

Alors à l'année prochaine, en espérant que le pire est derrière nous, et cela même si les perspectives n'ont rien de réjouissant!

Marie-Madeleine Greub

COVID-19

L'armée suspend ses cours de répétition

Au vu de l'évolution de la situation sur le front de la pandémie de COVID-19, l'armée suspend tous ses cours de répétitions, à l'exception de ceux qui sont indispensables pour offrir un possible soutien aux autorités civiles ou pour assurer les prestations de base de l'armée.

L'armée se prépare à un nouvel engagement en faveur des autorités civiles au cas où la situation devait continuer de s'aggraver. Dans ce cas, elle fournirait prioritairement des prestations au profit du système de santé, de l'Administration fédérale des douanes et/ou des corps de police cantonaux dans le domaine de la protection des ambassades.

Suspendus, mais pas pour tous

Seuls ont encore lieu les cours de répétition qui pourraient être utiles dans le cadre d'un nouvel engagement d'appui de l'armée pour faire face à la pandémie de COVID-19. De même, les cours de répétition qui permettent de créer les conditions nécessaires à la réalisation d'engagements planifiés pour l'année prochaine, comme l'appui aux

autorités civiles dans le cadre de l'organisation du Forum économique mondial, sont maintenus.

Tous les autres cours de répétition se termineront prématurément ou seront suspendus jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, la disponibilité et la capacité à durer de l'armée sont garanties au vu d'un possible engagement d'appui.

L'armée évalue la situation en continu. D'autres mesures pourront être prises en fonction de l'évolution de la situation. Les cours de répétition qui sont suspendus par l'armée ne sont pas soumis à la taxe d'exemption de l'obligation de servir. Le service sera accompli comme prévu dans les délais habituels durant les années à venir.

Informations actuelles de l'armée concernant le COVID-19 sur www.armee.ch/corona

Nam

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires
et Organe officiel des Associations et
sections de Suisse romande et du Tessin,
de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 6 fois par an (quatre numéros doubles)

Tirage contrôlé: 3521 exemplaires
Tirage imprimé: 4 000 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue **Nam** - Notre Armée de milice
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch
Tél. 024 426 09 39

Administrateur - Rédacteur en chef:
adj sof Jean-Hugues Schulé
E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.-
Abonnement annuel: Fr. 44.- (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice
Journal **Nam**, 1401 Yverdon-les-Bains
Compte de chèques postaux: 14-866108-0
IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0
BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 1450.-
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 780.-
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 400.-
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 200.-
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 100.-

Page couleur + Fr. 450.-
Page quadrichromie Fr. 2500.-

Publicité sous texte (réclame) + 25%
Emplacement prescrit + 20%

Rabais de répétition: 6 x 5% - 10 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

Artgraphic Cavin SA
Route de Neuchâtel 37, 1422 Grandson

Procédé d'impression: Format:
Offset, trame 80 lpcm, CTP 21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:
PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

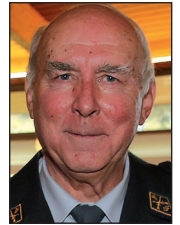
Les parutions de la revue **Nam**
«Notre armée de milice»

Rédaction-administration:
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 6 numéros dont 4 doubles
N° 1/2, N° 3/4, N° 5, N° 6/7 N° 8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité
et la matière rédactionnelle.

Nouveaux avions de combat Pas de Crash



Difficile mission, oui mais le résultat est là. Et comme disent les chefs militaires, mission réussie. Les premières félicitations s'adressent à Madame la Conseillère fédérale et cheffe du DDPS Viola Amherd. Durant la campagne précédant la votation du 27 septembre 2020, la cheffe du DDPS a multiplié les interviews et passé sur les plateaux TV, toujours avec aisance et avec des explications qui ont convaincu et souvent face à des détracteurs coriaces... Et bien entendu merci aux votantes et votants, une participation de 59,4% qui ont avec 50,1% fait passer cet important objet, 8670 voix d'avance! Le Valais de Mme Amherd a dit oui à 52,0%. On connaît le refus des autres cantons romands... Le Président de la Société suisse des officiers le colonel EMG Stefan Holenstein en parle en pages 3 et 29, et notre correspondant à Berne José Bessard s'exprime avec: «L'envol du phénix» en page 7».

Les titres de la presse le lendemain de cette consultation populaire étaient variés: *24 H.*: La Suisse alémanique sauve Amherd et ses jets, et sous-titre: «Les femmes et les jeunes ont dit non». *20 minutes*: Crash évité de justesse pour les avions de combat. *La région*: L'aviation militaire échappe au crash de justesse. *Journal du Pays-d'Enhaut*: Principe d'achat de nouveaux avions de combat. *La Broye*: Un dimanche sous le feu de la DCA. *La Liberté*: Non aux avions de combat, même dans la Broye. *Journal du Jura, Arcinfo* et le *Nouvelliste*: L'avion de chasse passe en rase mottes. *Le Temps*: L'armée a encore beaucoup de travail pour convaincre les Suisses. *Arts et métiers*: Un visage contrasté. *La Nation*: Le GSsA s'obstine... Nous aussi! Il y aura encore bien des péripéties avant de voir voler un nouvel avion de combat dans notre ciel... Le GSsA brandit la menace d'une initiative contre les avions de combats avec quelques alliés du Parti socialiste et les Verts. Répétons que le choix de l'avion, relève bien de la compétence du Conseil fédéral.

Courrier:

- Une aimable abonnée nous a fait part de la résiliation de son abonnement à **Nam**. Nous lui avons demandé la raison de son mécontentement: «Merci d'avoir résilié mon abonnement. En ce qui concerne la propagande politique, je vous invite à lire les pages 4, ainsi que 7 à 12 de votre magazine, qui invitent de manière non détournée à voter oui aux avions de chasse le 27 septembre prochain. Meilleures salutations». **Bien entendu Nam, avec le sourire, ne voulait pas se joindre aux opposants de cette demande d'acquisition de nouveaux avions de combat!**

- «Bonjour, merci et félicitations pour le dernier numéro de **Nam**, que je lis avec plaisir depuis des dizaines d'années. Si le coronavirus est bien masculin, car c'est un virus, la Covid-19 est bel et bien féminin, car il s'agit d'une maladie. En me réjouissant de vous lire, veuillez recevoir, mes cordiales salutations». Merci Cher Monsieur, pour cette excellente information, il n'est jamais trop tard pour parfaire ses connaissances. Un militaire doit savoir contrôler, chose faite: L'académie française a décidé de faire du Covid - La Covid 19. Dont acte.

- «Un courrier anonyme nous a signalé que les photos étaient trop petites dans **Nam** et que les caractères du journal étaient illisibles... Et ce courrier précisait encore: un ami m'a prêté votre revue et vous pourriez tenir compte des mes remarques ». Mais oui cher lecteur anonyme nous allons tenir compte de vos propositions, mais la prochaine fois ayez le courage de signer votre missive!

Merci

Tout au long de cette année bissextile et avec deux vendredis 13, vous nous avez soutenu soit par la publication d'annonces et surtout en renouvelant vos abonnements souvent arrondis généreusement d'un don. Nous vous adressons un très grand merci pour votre précieuse aide. En 2021, **Nam** entrera dans sa 48^e année de parution. Un sacré bail tenu grâce à vous toutes et tous, nous vous adressons toute notre gratitude.

Prochain rendez-vous avec **Nam**, début février 2021, d'ici là prenez bien soin de vous et évitez que la Covid-19 vous attaque... en respectant les consignes sanitaires. Nous serons heureux de vous retrouver tous l'an prochain.

Un nouvel engagement de quelques compagnies sanitaires avec des volontaires a été mis sur pied ces dernières semaines, un grand merci à la troupe engagée avec un apport important de la Protection civile au profit du système de santé (lire en page 15). Un engagement qui sera une nouvelle fois très apprécié!

Malgré les circonstances, bonne fin d'année et vœux sincères pour de belles fêtes.
Adj sof Jean-Hugues Schulé

**Merci de communiquer
vos changements
d'adresse à:**

info@revue-nam.ch

ou par courrier

**La Poste ne nous indiquant
plus les changements d'adresses**

2021, oui 2021...

Or donc voilà que, dans 55 jours (*), nous entrerons dans l'année 2021. Eh ! oui, parce que 2021 suit 2020. Et que nous le voulions ou non, ce sont bien les douze mois de 2021 qui nous attendent demain.

Oui mais que seront-elles, ces semaines à venir, se demande-t-on aujourd'hui, partagés que nous sommes entre inquiétude, optimisme voire fatalisme?

Sans lire dans les reflets d'une boule de cristal ou dans le noir granuleux d'un marc de café, il n'est guère compliqué de dresser le portrait de 2021. La pandémie du Covid-19 poursuivra ses ravages, malgré nos gestes barrières parfois relâchés. L'économie continuera son chemin en boitant, s'appuyant sur la canne d'une aide étatique essoufflée. Les milieux de l'art, de la culture, de la musique, toujours aussi créatifs, seront à la recherche de leurs publics. Les exploits sportifs ne feront vibrer que des rangées de gradins déserts. L'école isolera l'élève derrière son écran. Alors qu'à la maison, le bureau s'installera entre le salon et le coin-cuisine. Et la liste n'est pas exhaustive...

Et puis, l'armée continuera à recruter, à offrir ses soldats en appui «subsidaire» et à entraîner ses vieux avions en attendant les nouveaux. Les partisans du fédéralisme s'accrocheront aux rêveurs d'un état autoritaire. Au niveau politique, les référendums se succéderont aux référen-

dums et le citoyen décidera d'une loi CO², de la protection des eaux ou de l'utilisation de pesticides. Moutier choisira entre l'ours et le sanglier et Genève une nouvelle bête politique.

Alors, somme toute, rien ne va changer?

Si, tout.

Si nous le voulons. Si nous le décidons. Si nous nous y engageons.

Avec résilience.

En d'autres termes, avec la volonté de rebondir, de surmonter une situation difficile. Ce qui ne réussira qu'à deux conditions:

- que cette résilience soit l'affaire de chacune et de chacun, de toutes et de tous, de toute la communauté, ensemble
- que cette résilience soit construite sur des valeurs sociales, éthiques, démocratiques solides.

Conséquences: que cet esprit de «gagnant» soit inculqué en famille, à l'école, au sein de sociétés, qu'il soit communautaire réunissant jeunes et anciens. Et que nos valeurs d'équité, de justice, de sécurité soient le fil rouge de notre résilience

Vous me direz, mais où sont ces valeurs, où sont nos valeurs? Elles ont toujours existé: elles étaient, peut-être, tout simplement, noyées dans notre confort, dans un bien-être superficiel, dans une sécurité qui s'arrêta à nos frontières, ou encore cachées derrière de stériles querelles...

C'est certain: 2020 nous a bousculé. Mais n'aura pas réussi à ébranler nos valeurs. Allons donc les rechercher et pratiquons tout à la fois nos résiliences individuelle et collective. Mais attention: la résilience ne se laisse pas mettre au garde-à-vous, elle ne va pas faire la «une» des médias, elle ne va guère inspirer les programmes politiques... A nous d'en être personnellement et intimement convaincus, à nous de la faire fleurir au sein de notre famille, de notre communauté.

Alors oui, 2021 sera une nouvelle année. Comme nous nous la souhaitons.

Blindée de résilience.



Jean-Luc Piller

(* ces lignes ont été écrites le 6 novembre 2020.

PS: Pour les plus perspicaces de nos lectrices et lecteurs, il ne vous aura pas échappé que votre chroniqueur a changé de photo. Oui, il porte le masque. Par respect pour l'autre, qu'il se nomme (au féminin comme au masculin) partenaire, collègue, voisin, camarade, ami ou tout simplement l'autre... Oui, je porte, toujours et encore, le masque parce que j'aime l'autre, d'abord.

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession



fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE CHAMBRE FIDUCIAIRE

Membre indépendant de
EuraAuditInternational

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50



Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

Surveillance - Protection - Enquêtes

PYTHON

Un nouveau regard sur la sécurité

Contact Tél. +41 22 749 19 00

www.python-securite.ch

Stratégie - Expertise - Coaching

L'envol du phénix

Ce n'étaient pas les élections américaines, avec leurs rebondissements entre rouges et bleus, la tension palpable même à travers les écrans de télévision. Non ce n'étaient pas les accès de fièvre de Donald & Joe, mais tout de même, le suspense aura duré jusqu'en soirée. Ça passe, ça casse? Ça casse, ça passe? Le nouvel avion de combat aura décidément eu un mal fou à sortir du hangar des urnes pour s'envoler vers un ciel qu'on lui souhaite radieux.

Il faut le dire: le camp rose vert s'était largement mobilisé, tandis que le gris vert s'attendait à une victoire aisée, comme le lui prédisaient la plupart des sondages. Des cinq objets mis en votation fédérale ce 27 septembre dernier, les avions 2030 et le congé des papas poules semblaient gagnés d'avance, alors que l'initiative sur l'immigration et les autres objets polarisaient vigoureusement les débats.

Patatras! Voilà que le cumul des oppositions sociales allait descendre en flammes le futur phénix. A l'heure du coronavirus, de l'explosion des coûts sanitaires et des restrictions en tout genre, l'enveloppe de

6 milliards de francs restait en travers de la gorge de nombreux citoyens, attisés par la rhétorique chantilly de babas plus ou moins cool. Faux calcul: sur plus d'une trentaine d'années, le coût du nouvel avion de combat est parfaitement intégré dans le budget ordinaire de l'armée.

Et il faut le dire aussi: les Latins n'ont pas brillé dans ce scrutin. Par bonheur, ce ne sont pas des «swing states» et même épaulés par les Bâlois, ils ne sont pas parvenus à inverser le cours de l'histoire. Mais il s'en est fallu de peu: 8670 voix! L'enjeu allait pourtant bien au-delà d'un simple renouvellement de la flotte de combat. Sans une solide défense de l'espace aérien, l'armée n'a plus de raison d'être. C'est d'ailleurs précisément ce que visait le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), camouflé derrière le PS et les Verts.

Notre ministre de la défense, Viola Amherd, a vraiment joué un rôle clé dans cette affaire. Et le Valais ne l'a pas désavouée... Reste qu'il est piquant de constater que

SUISSE		27.09.20 16:57		1/2	
Nouveaux avions de combat					
	OUI	NON	OUI	NON	
ZH	281'112	278'156	SH	18'116	17'274
BE	226'325	213'895	AR	12'604	11'783
LU	92'057	75'741	AI	3'814	2'816
UR	9'741	5'971	SG	101'793	89'012
SZ	41'770	24'846	GR	44'626	39'522
OW	11'086	6'698	AG	138'569	105'061
NW	13'282	6'928	TG	54'160	43'174
GL	8'593	5'669	TI	62'194	69'626
ZG	30'055	20'095	VD	108'699	156'011
FR	55'397	65'942	VS	73'200	67'516
SO	55'080	47'358	NE	23'242	37'269
BS	24'566	42'444	GE	52'945	89'280
BL	52'796	53'372	JU	9'878	21'571
VOIX		(CANTONS)			
OUI	NON	OUI	NON		
1'605'700	1'597'030	16.0	7.0		

pour faire face à la 2^e vague coronale, les «cantons rebelles» ont été les premiers à demander de l'aide à cette armée si chère à leurs yeux. Bons princes, leurs Excellences de Berne ont décidé de mettre 2500 soldats à leur disposition pour participer aux soins de base et traitements généraux. Belle leçon de solidarité.

José Bessard



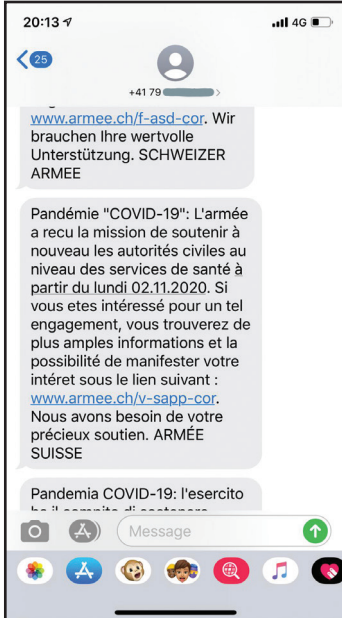
Deux personnalités engagées

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de M. le colonel **EMG Guy Studer** décédé le 6 novembre 2020 dans sa 90^e année. Le colonel Studer a toujours été un fidèle soutien au journal *Notre armée de milice*, dont il a présidé avec enthousiasme la commission financière. Par son dynamisme et son engagement il a contribué avec vigueur au développement de la revue, il était entouré dans cette mission par les Secrétaires généraux des départements militaires romands, de Berne et du Tessin.

Il a servi à la division de montagne 3 et a été chef de l'État-major de cette unité maintenant dissoute. Il avait succédé au colonel Georges Hertig à la fonction de président de la commission financière de **Nam**. Il était membre d'honneur de l'Association de la revue **Nam**.

Le colonel **Gérard Stehlin**, membre d'honneur de l'Association suisse de sous-officier ASSO est décédé le 4 novembre 2020 à l'âge de 89 ans. Le colonel Stehlin a été un pilier dans le cadre de l'ASSO spécialement sur le plan technique et surtout avec les sociétés romandes. Depuis la création de **Nam** il a toujours suivi avec intérêt son évolution. Il avait été nommé membre d'honneur de l'ASSO en 1980. A La Chaux-de-Fonds il a présidé le Hockey-club (HCC) et était resté actif dans l'entourage du club où ses fils Laurent et Nicolas évoluaient. Tant à l'ASSO que dans les sociétés qu'il a servi, il était toujours présent et dévoué.

Aux familles endeuillées, **Nam** présente ses sincères condoléances et chacun gardera des souvenirs merveilleux de complicité et de respect. Avec toute notre amitié. (jhs)



Assurance

Rappel de suspension

Les primes d'assurance maladie reflètent les coûts de la santé. Si ces derniers augmentent, alors les primes augmentent inévitablement. Des solutions existent toutefois pour endiguer ce phénomène. Les personnes qui sont sous les drapeaux pendant plus de 60 jours consécutifs, (ER aussi) peuvent faire suspendre leur assurance de base pendant cette période. Pour que cela fonctionne il suffit de faire parvenir à la Caisse de l'assuré une copie de l'ordre de marche. Des économies bienvenues!

Nam
NOTRE ARMÉE DE MILICE
 Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin, en Suisse alémanique et dans toutes les écoles militaires du pays!

SSO, et flotte aérienne

La dernière ligne droite

«Nos avions de combat doivent être remplacés d'urgence». Devant un parterre de chefs militaires, la conseillère fédérale Viola Amherd rappelait cette nécessité impérieuse. Quelques jours après, les cadres de l'armée se réjouissaient: le peuple avait donné son aval.



Le col EMG Stefan Hostenstein remettant un présent à Madame la conseillère fédérale Viola Amherd.

Samedi 5 septembre 2020, à Berthoud, les membres de la Société suisse des officiers se réunissaient en assemblée générale. Le président, le col EMG Stefan Hostenstein et le secrétaire général, le col Olivier Savoy accueillèrent leurs collègues. En raison de

la crise sanitaire, les participants ne chantaient pas l'hymne national. Une cantatrice Mme Rita Muhmenthaler, s'exprimait seule, dans les trois langues.

L'attention était concentrée sur la votation très proche du 27 septembre 2020; cette

date était cruciale. Chacun fourbissait ses armes. Bientôt, la décision tombait, favorable. Dorénavant, le Conseil fédéral pouvait choisir le type d'appareil et déterminer le nombre des nouveaux aéronefs à acquérir. Durant les décennies à venir, la protection aérienne allait être garantie.

Officiers de milice au front

Le colonel EMG Hostenstein avait convié des personnes actives, tant au sein de l'institution militaire que dans la politique. Par exemple, on rencontrait le cap Thierry Burkart, un avocat qui est aussi un conseiller aux États argovien; le cap Burkart préside en outre l'Association pour une Suisse sûre. Les adhérents à cet organe parlent des jets actuellement utilisés, en rappelant qu'ils prennent de l'âge; dans le ciel helvétique, les Tiger F5 firent leur apparition dès 1976, les F/A-18 complétèrent la flotte depuis 1993. «En 2030», rappelait M. Burkart, «celle-ci sera totalement obsolète. Alors, les engins en question ne pourront plus remplir la mission impartie; nous devons donc les remplacer».

Le maj Philippe Müller est également un conseiller d'Etat bernois. A Berthoud, le maj Müller évoquait le parcours de l'ancienne conseillère nationale Chantal Galladé. En 2014, l'intéressée s'opposait à l'achat du jet suédois «Gripen E». Mais, à l'occasion de ce scrutin du 27 septembre 2020, Mme Galladé se prononçait positivement; elle approuvait le Conseil fédéral et le Parlement. Selon la politicienne, la nouvelle mouture convenait à

Le spécialiste du bivouac civil

www.bernard-nicod.ch

GROUPE BERNARD Nicod

LAUSANNE

021 311 11 11

021 331 55 55

GENÈVE

022 718 08 88

Nyon

022 990 90 90

Aubonne

021 807 15 15

Morges

021 804 79 79

Yverdon

024 424 24 24

Vevey

021 925 70 70

Montreux

021 965 44 44

Aigle

024 468 55 55

Monthey

024 473 88 88

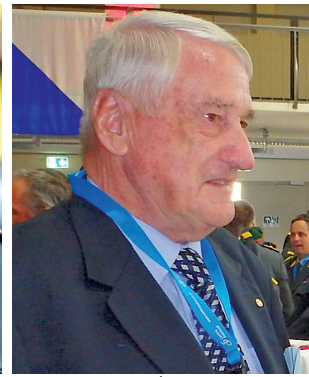
symnese



Le br Yves Charrière et le col EMG Marcus Graf; le Lt col EMG Peter Beschmidt; le col Olivier Savoy; le col Francesco Rappa.



Le maj Katjana Senn et le maj Tamara Moser.



Le br Raynald Droz; le div André Liaudat; le conseiller d'État bernois et maj Philippe Müller.



Le br Jacques F. Rüdlin et le div Daniel Keller.

la sécurité de la Suisse, et corroborait le principe d'une défense aérienne performante.

Le devancier parlait de la défense aérienne

L'assistance se levait, la fanfare jouait le morceau «J'avais un camarade». On honorait la mémoire de trois disparus.

Né le 10 avril 1966, le col EMG Franz Gander mourut le 27 octobre 2019; cet officier supérieur dirigea le Centre de compétences Swissint (le poste de commandement national pour tous les engagements de la paix à l'étranger).

Né le 18 avril 1945, décédé le 1^{er} mai 2020, le CC Christophe Keckeis devint chef de l'armée (2003-2007); auparavant, il fut pilote sur le Mirage IIIS et commandant de l'Escadre de surveillance. En 2012, le CC Keckeis faisait ces réflexions: «Depuis la fin de l'ère du Mirage (2003), l'armée suisse n'a plus de reconnaissance aérienne opérative, elle a fermé ses yeux... Pire encore, depuis la fin de l'ère des Hunter (1994), notre armée n'a plus de feu opératif, et ainsi le bras trop court pour pouvoir se défendre. (...) Le dernier profil de prestations de notre armée fait une large place à la mission de sauvegarde de la souveraineté aérienne. J'ose espérer que les balbutiements financiers de ces dernières années

cessent, et que l'on attribue de nouveau les ressources nécessaires aux responsables de notre sécurité». (Nam 5-6 2020)

Enfin, né le 2 décembre 1959, le col Hugo Battaglia s'en alla le 15 août 2020. Le col Battaglia s'engagea notamment pour le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe.

A Berthoud, le chef de l'armée, le CC Thomas Süssli prenait la parole. Son exposé était intitulé: «Vision défense 2030». Le CC Süssli se préoccupait des sept points suivants: la perception de l'armée dans la population; le profil des performances et les ressources; le personnel; la conduite; l'orientation à long terme de l'armée; la numérisation; le rôle futur de l'armée et de l'administration fédérale.

Signalons encore la nomination d'une femme, le maj Tamara Moser parmi les membres du comité de la SSO. Juriste, le maj Moser enseigne aussi le droit de la communication. P. R.



Le CC Thomas Süssli et la cantatrice Rita Muhmenthaler.



Le div Daniel Keller et le br Markus Ernst.



Le CC Hans-Peter Walser et le br Guy Vallat; le br Daniel Krauer; le br Hans Schatzmann.

ALIGRO à votre service

- Chavannes-Renens
- Genève-les Vernets
- Sion
- Matran
- Bern
- Brüttisellen
- Frauenfeld
- Gossau
- Luzern
- Pratteln
- Rapperswill
- Sargans
- Schlieren
- Spreitenbach



www.aligro.ch

École militaire 19

Remise des diplômes

Le corps des officiers de carrière s'est agrandi. Le vendredi 25 septembre 2020, six étudiants de l'École militaire 19, à l'Académie militaire de l'EPFZ (ACAMIL), ont obtenu leur diplôme. Madame le divisionnaire Germaine Seewer, commandante de la Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA), s'est chargée de prononcer le discours et a transmis le message de bienvenue du commandant de corps Hans-Peter Walser, chef du commandement de l'Instruction.



La cérémonie de remise des diplômes de l'École militaire 19 s'est déroulée en comité restreint.

«Que serait la vie si nous n'avions pas le courage de tenter quoi que ce soit?» Cette citation de Vincent van Gogh était au cœur de l'allocution livrée par le div Germaine Seewer. La commandante de la FSCA a prononcé le discours du chef du commandement de l'Instruction et y a ajouté ses pensées personnelles. Il y était question du

courage dont les nouveaux diplômés ont fait preuve en optant pour le métier d'officier de carrière. Mais aussi du courage de ne pas se laisser déconcerter et de poursuivre dans la voie choisie. Après avoir transmis les paroles du CC Hans-Peter Walser, le div Germaine Seewer a également introduit une autre facette du courage: «Il ne s'agit pas uni-



Le Divisionnaire Germaine Seewer a prononcé le discours cérémoniel et, en même temps, les salutations du chef du commandement de l'Instruction.



Le Brigadier Peter Stocker, Commandant de l'ACAMIL, a accueilli les diplômés et leurs proches à la cérémonie de remise des diplômes.

quement du courage d'affronter un ennemi. Il s'agit aussi de s'engager pour autrui, de faire attention aux autres et de combattre l'injustice». Comme le montre son discours, le chef du commandement de l'Instruction place beaucoup d'espoir dans les nouveaux officiers de carrière: «Vous devez faire avancer notre armée et la promouvoir de façon convaincante auprès des jeunes. Apportez vos idées au quotidien et soyez ouverts aux critiques constructives.»

Discours d'un jeune diplômé

Le plit Raphael Ebner, l'un des six étudiants fraîchement diplômés, s'est adressé aux personnes présentes et a tout d'abord relevé qu'il n'avait jamais vu une classe aussi solidaire: «Chacun d'entre nous avait ses forces et ses marottes. Mais ensemble, nous étions imbattables». Il a remercié le commandant de l'École militaire, le col EMG Markus Gloor, pour son engagement et a souligné que les étudiants ont toujours pu compter sur lui. Dans toutes les disciplines, ils ont été formés par des professionnels, si nécessaire de manière très intensive.

Le plit Raphael Ebner a décrit son commandant de stage de formation, le col EMG Markus Gloor, au moyen d'une citation d'Edgar Schumacher, pédagogue militaire: «Pour émouvoir, il faut être ému soi-même; pour montrer la voie, il faut l'avoir trouvée soi-même.»

Remise des diplômes et distinction

Le br Peter C. Stocker, commandant de l'ACAMIL, a félicité les nouveaux diplômés et a souligné qu'il était très fier d'eux. Avec le col EMG Markus Gloor, il leur a remis leur diplôme de fin d'études. Le plit Ahmed Sheir a obtenu la distinction de premier de classe et, en signe de reconnaissance, a reçu du commandant de l'ACAMIL une assiette gravée. La cérémonie était agrémentée des prouesses musicales d'un ensemble de la fanfare d'école de recrues 16 2/2020.

com - Michelle Steinemann

Les diplômés

- Plt Samuel Bodenmann FOAP log
- Plt Raphael Ebner, FOAP log
- Maj Max-James Klinkert, FOAP bl/art
- Cap Sandro Lehmann, FOAP bl/art
- Cap Roman Opetnik, FOAP G/sauv/NBC
- Plt Ahmed Sheir, FOAP G/sauv/NBC

Mitholz: Évacuation de l'ancien dépôt de munitions Chef de projet nommé

Le DDPS soumettra d'ici fin 2020 au Conseil fédéral des bases décisionnelles pour que ce dernier puisse se prononcer quant à l'évacuation des munitions résiduelles de l'ancien dépôt de Mitholz. En attendant, le DDPS vient de nommer les responsables de l'opération d'évacuation, qui débutera en janvier 2021: **M. Adrian Goetschi**, chef de projet planification et opérations, a occupé plusieurs fonctions au DDPS depuis 1999, et



M. Hanspeter Aellig, son suppléant, est l'actuel chef de projet pour l'évaluation des variantes pour Mitholz.

M. Adrian Goetschi (50 ans) a suivi une formation d'architecte en cours

d'emploi. En 1999, il est devenu gestionnaire d'immobilier à l'État-major de l'armée, tout en se formant à la gestion de projet.

En 2006, il a passé à armasuisse, où il dirigeait des projets immobiliers stratégiques puis, en 2009, le secteur de la gestion du portefeuille immobilier. Depuis 2018, il est l'un des chefs de projet de la modernisation des systèmes SAP pour les organes fédéraux de la construction et de l'immobilier. Il prendra sa nouvelle fonction le 1^{er} janvier prochain.

Mme Brigitte Rindlisbacher, qui dirige actuellement le groupe de travail, terminera son mandat en début d'année prochaine.

Officiers généraux

Nominations avec effet au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet 2021

Lors de sa séance du 19 août 2020, le Conseil fédéral a procédé aux nominations de quatre d'officiers généraux.



Le **commandant de corps Aldo C. Schellenberg**, chef du commandement des Opérations et suppléant du chef de l'Armée, a fait valoir son droit à la retraite ordinaire et il sort du corps des instructeurs au 31 décembre 2020. Le Conseil fédéral le remercie pour les services rendus.



C'est le **brigadier Laurent Michaud** qui lui succédera au 1^{er} janvier 2021 en qualité de chef des Opérations; le Conseil fédéral l'avait nommé à cette fonction lors de sa séance du 23 octobre 2019.

La fonction de suppléant du chef de l'Armée sera repourvue à une date ultérieure.



Le **brigadier Peter Baumgartner**, actuel commandant de l'École centrale reprend le commandement de la formation d'application de l'infanterie au 1^{er} janvier 2021.

Après sa formation d'agriculteur, Peter Baumgartner, 54 ans, a travaillé dans diverses entreprises agricoles avant de suivre une formation technico-commerciale. Conjointement à ses activités professionnelles, il a suivi des cours afin d'obtenir une maturité professionnelle de type D. En 1990, il a rejoint le Corps des instructeurs de l'infanterie et a depuis été engagé dans diverses fonctions au sein de l'armée. En 2003 et 2004, Peter Baumgartner a suivi le stage de formation pour les «Admiralstabs - und Generalstabsdienste» et le stage EURO auprès de la «Führungsakademie» de la Bundeswehr à Hambourg. En 2014, il a obtenu le Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management à l'EPFZ. Commandant de la brigade d'infanterie de montagne 12 de 2016 à 2017, Peter Baumgartner a été nommé commandant de l'École centrale au 1^{er} janvier 2017 par le Conseil fédéral, avec promotion simultanée au grade de brigadier.



Le **brigadier Franz Nager**, actuel commandant de la formation d'application de l'infanterie devient commandant de l'École centrale au 1^{er} janvier 2021.

Au bénéfice d'un brevet d'enseignement primaire, Franz Nager, 58 ans, est entré dans le corps des instructeurs de l'infanterie en 1991 et il a depuis été engagé dans diverses fonctions au sein de l'armée. En 2001, il a suivi l'«Infantry Captains Career Course» à Fort Benning, USA. En 2007, Franz Nager a en outre obtenu le Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management à l'EPFZ. Le 1^{er} janvier 2012, le Conseil fédéral l'a promu au grade de brigadier et nommé au poste de commandant de la brigade d'infanterie de

montagne 12. Le brigadier Franz Nager commande la formation d'application de l'infanterie depuis le 1^{er} juillet 2016.



Le **colonel EMG Peter Merz**, actuel chef de projet Nouvel avion de combat des Forces aériennes est nommé commandant des Forces aériennes au 1^{er} juillet 2021, avec promotion simultanée au grade de divisionnaire. Il succède au **divisionnaire Bernhard Müller** qui prend sa retraite anticipée le 30 juin 2021, avec remerciements pour les services rendus.

Au bénéfice d'un CFC de mécanicien sur camions obtenu dans un lycée professionnel, Peter Merz, 52 ans, est entré à l'Escadre de surveillance des Forces aériennes en 1990 en tant que pilote militaire de carrière. Parallèlement à ses activités professionnelles, il a fréquenté l'école technique supérieure et obtenu le diplôme fédéral d'ingénieur HES. Peter Merz, a été engagé comme pilote militaire et moniteur de vol ainsi que dans diverses fonctions au sein de l'armée. Depuis le 1^{er} janvier 2018, il est en charge du projet Prochain avion de combat des Forces aériennes.

Effectifs de l'armée

En légère hausse

Les effectifs réels de l'armée suisse vont temporairement enregistrer une légère hausse ces prochaines années. En revanche, le nombre de militaires devant se présenter aux cours de répétition baisse, selon le recensement de l'armée 2020.

Le principal constat du recensement est la disparité entre les effectifs réels (143 372) et le nombre de militaires encore astreints au service d'instruction, soit 100 372, a indiqué le Groupement de la Défense (l'Armée suisse) dans un communiqué. Un peu moins d'un tiers des militaires incorporés aujourd'hui, soit 43 045, peuvent être appelés dans le cadre d'un service d'appui ou actif, alors qu'ils ne suivent plus de cours de répétition.

Selon l'Armée suisse, cette disparité va probablement encore s'accroître ces prochaines années. Il manquera donc des participants aux entraînements lors des cours de répétition et ces derniers ne pourront plus être menés dans des conditions réelles, lit-on dans le communiqué.

A moyen terme, la disponibilité des corps de troupes concernés en sera réduite. En 2018 et 2019, les cours de répétition n'ont réuni que 80% des effectifs réglementaires, illustre l'Armée suisse.

Davantage de femmes

Elle indique encore que 1253 femmes figurent au sein des effectifs de l'armée, ce qui représente une augmentation de 0,9%.

Le nombre de participantes aux journées d'information dans les cantons a enregistré une hausse de quelque 30% entre 2017 et 2019. Ces journées sont déterminantes pour atteindre à long terme un taux de 10% de femmes au sein de l'armée, écrit-elle.

Le recensement montre par ailleurs qu'entre 2011 et 2019, le nombre de départs pour raisons médicales a été réduit de 48%, à la suite de mesures visant cette réduction. Le nombre de départs au service civil a augmenté de manière continue entre 2011 et 2017 puis s'est stabilisé en 2018 et 2019, d'après l'Armée suisse. En 2019, la moitié des soldats sont restés dans l'institution, entre le recrutement et la fin du service militaire.

Lancé en 2018, le «Développement de l'armée» (DEVA), le projet de réorganisation de l'Armée suisse, prendra fin en 2022. Le rapport final, publié probablement fin 2023, abordera aussi l'apport en effectifs.

Le recensement de l'armée est réalisé tous les ans. Les données de cette année datent du 1^{er} mars 2020. L'impact sur l'armée des services d'appui fournis dans le cadre de la lutte contre le coronavirus n'est donc pas mentionné. ATS

Interview exclusive du Divisionnaire Yvon Langel

«Nos militaires sont formés, prêts et motivés à agir au profit des hôpitaux»

Depuis l'automne, la 2^e vague du coronavirus déferle sur l'Europe, la Suisse et en particulier la Suisse romande. Une nouvelle fois, l'armée apporte son soutien logistique et sanitaire aux cantons les plus touchés qui en font la demande. En charge des opérations militaires, le divisionnaire Yvon Langel brosse un tableau complet de cette situation extraordinaire. Interview.



Le Divisionnaire Yvon Langel, commandant de la division territoriale 1 à Chamblon (VD).

Nam: Comment cela se passe-t-il concrètement?

Div Y.L.: Lors de sa séance du 4 novembre 2020, le Conseil fédéral a décidé que l'armée peut à nouveau être engagée en service d'appui. Sur la base de demandes des cantons, les prestations fournies pourront, comme au printemps, toucher aux soins de base, aux traitements généraux ou encore au dépistage de cas suspects COVID-19. Nous fournissons aussi un soutien aux infrastructures de santé publique par la mise à disposition de personnel et de matériel, comme par exemple des ambulances et des chauffeurs militaires pour le transport de patients.

Cette deuxième mobilisation a également fait appel de façon ciblée à des soldats et des cadres qui se sont annoncés volontairement pour le service d'appui. Le recours aux

volontaires permet, dans un premier temps, de soulager l'économie en lien avec ce nouveau engagement.

Nam: Au printemps jusqu'à 8000 militaires pouvaient être mobilisés en service d'appui. Quel est le nombre maximum de soldats pouvant être engagés cette fois?

Div Y.L.: Ce printemps, le nombre de militaires appelés a été déterminé en fonction du pire scénario et nous avons mis tous les moyens sanitaires à disposition des cantons. En 72 heures, à partir d'un simple SMS, nous avons réuni à travers le pays plus de 1300 militaires spécialistes en soins. Plus de 1000 fantassins ont aussi protégé les ambassades et surveillé les frontières. Le Conseil fédéral avait alors autorisé au maximum 8000 militaires en service d'appui.

La seconde vague nous plonge à nouveau dans le scénario d'une saturation du système de santé, en particulier les soins intensifs. Cette fois, jusqu'à 2500 militaires au maximum pourront être déployés en appui des autorités cantonales. C'est moins de la moitié de ce printemps, ce qui nous conduit à un engagement «sur-mesure», principalement en appui au système de santé.

Un engagement sur mesure

Nam: Quelle est la durée de leur service à la communauté ?

Div Y.L.: Le service d'appui est ouvert jusqu'au 31 mars 2021 selon décision du Conseil fédéral. Dans cet intervalle, les militaires seront détachés dans les hôpitaux au gré des demandes cantonales.

Nous avons appris de l'expérience et des critiques du printemps, en particulier concernant les militaires en attente de missions ou n'ayant plus suffisamment de travail. Cela fait que pour cette deuxième vague nous avons prévu une action ciblée, réactive et «sur-mesure».

Le processus d'évaluation des demandes a été revu et les critères de subsidiarité renforcés. Cela signifie que les cantons doivent démontrer qu'ils ont épuisé leurs propres réserves de personnel et de ressources civiles, avant de solliciter l'intervention de militaires.

C'est l'État-major fédéral Protection de la population (EMFP), sous la direction de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), qui approuve les requêtes cantonales, puis l'armée conclut avec le partenaire civile une convention de prestation qui précise l'étendue et la durée des prestations militaires.

Comme je l'ai plusieurs fois rappelé, l'armée ne s'impose pas, elle intervient là où on la demande, puis elle se retire! J'ai la mission en tant que divisionnaire et je me suis engagé auprès des militaires à ce qu'ils et elles soient licenciés dès que leur appui ne

Nam

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Magazine mensuel d'informations
Régie des annonces, administration,
abonnements, rédaction

case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
Téléphone: 024 426 09 39

info@revue-nam.ch

Château d'Auvernier
ENCAVAGE FONDÉ EN 1603
Shierry Grosjean & Cie
PROPRIÉTAIRE - ENCAVEUR

CHÂTEAU D'AUVERNIER - 2012 AUVERNIER
TEL. +41 32 731 21 15 - FAX +41 32 730 30 03
WWW.CHATEAU-AUVERNIER.CH





sera plus nécessaire ou leur compétence plus utilisée dans la lutte des hôpitaux contre le COVID-19.

Nam: Où sont-ils engagés à l'heure actuelle?

Div Y.L.: Actuellement, 528 militaires sont en service d'appui en Suisse romande. Parmi eux, 272 sont directement engagés auprès des cantons et les 256 autres assurent les arrières (prestations logistiques, repas, transports et l'état-major). Ceux qui sont au front effectuent des prestations de soins dans les hôpitaux et des transports avec les ambulances. Il est intéressant de noter que les militaires engagés ne peuvent travailler dans les secteurs des soins intensifs que sur une base volontaire et que les motivés ne manquent pas.

Au 17 novembre 2020, l'appui sanitaire est déployé dans les cantons de Berne, du Valais, de Fribourg, de Vaud et de Genève et ils bénéficient de l'aide demandée. Un appui sanitaire est en préparation pour le demicanton de Bâle-Ville, à cet effet la compagnie sanitaire 4 est mobilisée à Moudon. Elle prendra sa mission dans les prochains jours. En fonction des futures demandes déposées par les cantons, nous ferons, là encore sur mesure, appel à du personnel sanitaire supplémentaire.

Le savoir sanitaire

Nam: De quelle formation bénéficient-ils?

Div Y.L.: Sauf pour ceux qui étaient déjà engagés durant la 1^{ère} vague, les spécialistes sanitaires à l'armée passent par une instruction axée sur l'engagement (IAE) qui permet de transmettre ou rafraîchir le savoir sanitaire indispensable, les gestes de soin de base, mais aussi simplement l'habitude de collaborer avec le personnel soignant.

Le contenu sanitaire de cette instruction est supervisé par l'état-major sanitaire de l'armée, sous la conduite du médecin en chef de l'armée, et vise directement les prestations que l'on peut s'attendre à devoir fournir dans un hôpital par exemple.

Ce type de mission est le cœur de la compétence des spécialistes sanitaires. Le type

de prestations subsidiaires qu'ils vivent actuellement sur le terrain a fait l'objet d'un entraînement régulier, dans le cadre du profil de prestations défini pour les soldats sanitaires.

Dans certains cantons, la formation est encore plus poussée. Le CHUV a, par exemple, délégué des spécialistes à la caserne de Moudon pour appuyer et accélérer les connaissances spécifiques liées au

traitement contre le COVID. S'ensuit une formation de 3 jours intra-muros qui est organisée pour préparer au mieux la mission dans les secteurs sensibles.

Nos militaires sont formés, prêts et motivés à agir au profit des hôpitaux et pour soulager le personnel soignant.

*José Bessard
Propos recueillis le 17.11.2020*

Lucerne: L'armée lance un concours Un mémorial central

L'Armée suisse a mis au concours l'aménagement d'un mémorial central sur le terrain du Centre d'instruction de l'armée de Lucerne (CIAL). Le lieu de commémoration sera consacré aux militaires qui ont perdu la vie au service de l'armée et aux civils qui sont décédés à la suite d'un accident militaire.

Depuis le transfert « du droit de disposer de l'armée » des cantons à la Confédération, en 1874, de nombreux militaires sont morts pendant leur service, de même que des civils à la suite d'accidents militaires. À ce jour, la Suisse ne dispose pas de lieu central où il serait possible d'honorer la mémoire de ces personnes de manière collective et dans des conditions dignes.

Au nom de l'Armée suisse, armasuisse Immobilier organise un concours d'idées en procédure ouverte pour la construction d'un tel mémorial. La procédure est soumise aux dispositions en matière de marchés publics. Par la collaboration avec des experts du domaine des arts et de l'architecture, ce mémorial ambitionne d'obtenir un vaste soutien et une large reconnaissance.

Dans l'esprit d'un monument collectif, un lieu symbolique sera construit pour incarner le respect, la reconnaissance, la mémoire et l'apaisement sur le terrain du Centre d'instruction de l'armée de Lucerne (CIAL). L'armée souhaite disposer d'un lieu central pour honorer ses morts. Aujourd'hui, les cérémonies de commémoration, de recueillement et d'adieu collectives ne peuvent être organisées que de manière décentralisée.

L'intention est de se souvenir des personnes qui se sont engagées chaque jour, aussi en temps de paix, pour la sécurité de la Suisse et qui ont payé de leur vie cet engagement. À Lucerne, le CIAL, siège de la formation supérieure au commandement militaire, est un lieu de rencontre pour le personnel professionnel et le personnel de milice de l'armée et pour la société civile. Il est ouvert au public, facile d'accès et qui offre, avec les espaces verts à proximité, une atmosphère respectueuse et propice au recueillement.

L'appel d'offres et l'inscription pour tous les artistes et architectes intéressés s'effectuent via le système d'information sur les marchés publics en Suisse, www.simap.ch. Dans le cadre du concours d'idées, les participants peuvent soumettre leur projet jusqu'à la fin janvier 2021. Les propositions retenues par le jury seront ensuite développées à l'aide d'un mandat d'étude jusqu'en juin 2021. Le projet lauréat sera ensuite mis en œuvre. Le jury se compose de représentants des domaines des arts, de l'architecture, de la conservation des monuments et de l'armée. La ville et le canton de Lucerne soutiennent le projet et y sont étroitement associés.

Avions de chasse

Au Conseil Fédéral de décider

Le Conseil fédéral devrait se charger seul du processus d'acquisition des avions de combat. La commission de la politique de sécurité du National ne souhaite pas accompagner ces démarches a-t-elle fait savoir le 27 octobre 2020.

Armes nucléaires

Un traité

Le traité international interdisant les armes nucléaires a été ratifié par un 50e pays, le Honduras. Il va pouvoir entrer en vigueur dans un délai de 90 jours a annoncé un responsable de l'ONU. Pourtant, les principaux pays possédant l'arme nucléaire, dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, ne l'ont pas signé. La Suisse ne l'a également pas ratifié.

Police et armée

Pour réagir

A la demande de la police dont il s'agit d'alléger la charge de travail, des unités de la division territoriale 1 que commande le divisionnaire Yvon Langel, planifieront la protection d'infrastructures critiques et ils la mettront en œuvre partiellement. Cet exercice qui se tiendra à Berne et dans ses alentours du 28 juin au 2 juillet 2021, vise à renforcer la flexibilité dans la coopération entre la police et l'armée, en se fondant notamment sur les enseignements tirés de la crise du coronavirus et de l'exercice du Réseau national de sécurité 2019 (ERNS).

Lac de Neuchâtel

Munitions à éliminer

Environ 4500 tonnes de munitions de l'armée suisse végètent dans le lac de Neuchâtel. Elles proviennent d'un champ de tir que l'armée exploite depuis près de 100 ans. Le DDDPS va examiner la nécessité de les éliminer. Le champ de tir est situé en face de la Grande Carrière, réserve naturelle sur la rive sud-est du lac de Neuchâtel.

Cyberdéfense développée

Un nouveau bataillon

L'armée sera dotée d'un commandement Cyberdéfense. Dans le cadre du développement de l'armée, le Conseil fédéral a mis en consultation jusqu'au 22 janvier 2021, diverses modifications de la loi sur l'armée et sur son organisation notamment dans le domaine de la cyberdéfense. Un commandement Cyber devra organiser les capacités militaires clés dans les domaines de la cryptologie et de la guerre électronique. Le Conseil fédéral prévoit la création d'un cyber-bataillon et d'un état-major spécialisé et l'effectif dans ce domaine sera augmenté.

L'armée à nouveau engagée

En appui du secteur de la santé publique

Afin d'aider les cantons à faire face au nombre croissant d'hospitalisations et de patients COVID-19 en soins intensifs, le Conseil fédéral, lors de sa séance du 4 novembre 2020, a décidé que l'armée pourra à nouveau être engagée en service d'appui des hôpitaux dans le domaine des soins de base ou le transport de patients. Jusqu'à 2500 militaires pourront être déployés, sous réserve que les cantons en fassent la demande et si les conditions de subsidiarité sont remplies, à savoir s'il est démontré que les ressources civiles sont épuisées.



Avec la deuxième vague de la pandémie de COVID-19, le nombre de cas explose et avec lui, après une à deux semaines de latence, le nombre d'hospitalisations et de patients dans les unités de soins intensifs. Depuis le mardi 27 octobre 2020, plusieurs cantons ont demandé le soutien de l'armée.

Jusqu'à 2500 militaires

Le Conseil fédéral a décidé de soutenir le secteur de la santé publique en mobilisant jusqu'à 2500 militaires en service d'appui. Les demandes individuelles seront ensuite examinées par la Confédération. Les prestations de l'armée toucheront les domaines suivants:

- soutien des établissements hospitaliers civils dans les soins de base et les traite-

ments généraux, le prédiagnostic, le dépistage des cas suspects de COVID-19 et les tests correspondants;

- soutien des infrastructures cantonales de santé publique par la mise à disposition de personnel et de matériel pour élever les capacités des unités de soins intensifs (par exemple, avec des respirateurs et de la surveillance); après une instruction spécifique, du personnel sanitaire pourra être déployé en soutien des unités de soins intensifs (par exemple, des équipes de positionnement);
- mise à disposition de véhicules sanitaires et de chauffeurs militaires pour le transport de patients infectés.

La décision s'appliquera jusqu'au 31 mars 2021 au plus tard, et comme le service d'as-

Deux cents militaires mobilisés à Genève

L'armée a mobilisé le vendredi 6 novembre par SMS les membres de la compagnie sanitaire 1. Elle répond ainsi à la demande du canton de Genève pour un appui subsidiaire. Dès lundi 9 novembre, deux cents militaires déchargeront le système de santé du canton dans le domaine du transport et des soins de base apportés aux patients du COVID-19.

Les militaires sont entrés en service dimanche 8 novembre à Moudon (VD), où ils

se prépareront à leur mission, écrit le Groupe de la défense. Ils renforceront les services de triage et les capacités de tests, à Genève.

Ils viennent également compléter les compétences techniques et linguistiques nécessaires des soldats et cadres déjà entrés en service à titre volontaire et des militaires en service long disponibles. L'engagement en faveur du canton de Genève devrait durer au moins trente jours et au plus nonante.

sistance dure plus de trois semaines, elle devra être approuvée par l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral adressera un message à ce sujet au Parlement.

Évaluation des demandes selon les critères de la subsidiarité

Pour satisfaire aux exigences d'un engagement subsidiaire de l'armée, les cantons doivent démontrer lors du dépôt de leur demande qu'ils ont épuisé toutes leurs ressources en personnel et matériel civils. Cela inclut le recours aux ressources de la protection civile, du service civil, des pompiers et du secteur privé; les cantons devront donc entre autres prouver qu'aucun personnel supplémentaire ne peut être recruté sur le marché du travail, que la possibilité d'engager des chômeurs a été épuisée et qu'il n'y a plus d'étudiants en médecine, de samaritains et autres volontaires disponibles. En outre, ils doivent également démontrer que la prise en charge de patients ne peut être assurée par d'autres établissements de santé publique et que les interventions non urgentes sur le plan médical doivent être reportées pour libérer des capacités hospitalières.

L'État-major fédéral Protection de la population (EMFP), sous la direction de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), vérifie le respect de ces conditions en concertation avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS). Les demandes approuvées par l'EMFP sont mises en œuvre par l'Organe sanitaire de coordination (OSANC) du Service sanitaire coordonné (SSC); l'OSANC décide de l'affectation des moyens militaires en fonction de la situation générale et des priorités. L'armée conclut ensuite avec l'institution civile à soutenir une convention de prestations englobant l'étendue et la durée des prestations militaires.

Mises sur pied et imputation des jours de service

Le service d'appui de l'Armée suisse est assuré par des formations professionnelles, des militaires en service long, des formations en service et des volontaires. Si la situation exige la mise sur pied de formations supplémentaires, elles pourront être engagées dans les 96 heures suivant le déclenchement de l'engagement. Comme pour l'engagement du printemps 2020, les militaires impliqués se verront à nouveau imputer jusqu'à un maximum de 38 jours de service (deux cours de répétition) pour ce service d'appui. ATS

Corée du Sud

Un service civil

Les objecteurs de conscience peuvent dès le 26 octobre 2020 remplir leurs obligations en travaillant dans des prisons. C'est une petite révolution dans un pays techniquement toujours en guerre avec son voisin du Nord. La Corée du Sud autorise d'effectuer un service civil plutôt que les dix-huit mois de service militaire que tout citoyen de sexe masculin devait accomplir avant l'âge de 30 ans.

Protection civile

A nouveau mobilisée

Les astreints-es à la PC seront à nouveau appelés-es en renfort pour faire face à la crise du coronavirus. Un maximum de 500 000 jours de service pourra être fourni d'ici au 31 mars prochain.



En plus de l'armée, les cantons pourront compter sur le soutien de la protection civile pour faire face à la seconde vague de coronavirus. Le Conseil fédéral a décidé de mettre à disposition un contingent maximal de 500 000 jours de service jusqu'au 31 mars. La convocation à l'échelon national des personnes astreintes à la protection civile répond à la demande de plusieurs cantons. En raison de l'aggravation de la pandémie, les institutions de santé, notamment les EMS, sont sur le point d'atteindre la limite de leurs capacités au niveau du personnel. L'engagement de la protection civile permet notamment de décharger le personnel de soin qui est lui-même de plus en plus touché par le coronavirus. Il servira aussi à renforcer le traçage des contacts et à prêter main-forte aux centres de dépistage. Les membres de la PC pourront aussi effectuer des travaux de logistiques pour le transport, la mise en place et l'exploitation de structures d'accueil dans les hôpitaux.

La décision du Conseil fédéral permet de convoquer les membres de la PC disponibles dans toute la Suisse et de les engager de manière ciblée. Les cantons assumeront la responsabilité opérationnelle de la convocation et de l'engagement.

Respect de la subsidiarité

Comme l'armée, la protection civile n'est engagée qu'à titre subsidiaire. La convocation ne pourra être effective que si les autres moyens d'appui ne suffisent pas ou si l'engagement est urgent. Les cantons fixeront les priorités selon les besoins et le degré d'urgence.

Le nouvel engagement de la PC coûtera 13,75 millions de francs au maximum à la Confédération. Cette dernière indemnise les cantons pour ces engagements sur la base d'un montant forfaitaire de 27,50 francs par jour de service. Les cantons avaient déjà bénéficié d'une telle aide du 20 mars au 30

juin derniers. Quelque 24 000 personnes ont ainsi accompli 300 000 jours de service dans les 26 cantons.

Message transmis

Le Conseil fédéral a aussi décidé de déployer au maximum 2500 militaires d'ici au 31 mars 2021. Actuellement, 220 militaires ont été appelés, a précisé le ministre de la défense Viola Amherd. Ils sont 70 dans le canton de Fribourg, 60 à Genève, 40 en Valais, 30 dans le canton de Vaud, 10 dans le canton de Berne et 10 au Tessin. Jusqu'à 35 militaires étaient attendus à Bâle-Ville. Comme l'engagement total porte sur plus de 2000 militaires et s'étend sur plus de trois semaines, il doit obtenir l'aval du Parlement. Le Conseil fédéral a transmis son message. Les Chambres fédérales se prononceront lors de la session d'hiver. L'appui de l'armée ne sera autorisé qu'à la demande des autorités cantonales ou fédérales et lorsque leurs moyens ne suffisent plus. Les requérants devront confirmer que l'ensemble des ressources à disposition sont épuisées.

Soldats formés

L'armée appuiera les hôpitaux dans le domaine des soins de base et de traitement. Elle les aidera à accroître les capacités de leurs unités de soins intensifs et à transporter des malades contagieux. Les soldats sanitaires et les soldats d'hôpital formés pourront soulager le personnel soignant de certaines tâches afin qu'ils puissent se concentrer sur les cas graves.

Les coûts supplémentaires de l'appui de l'armée ne peuvent pas être chiffrés pour l'instant, selon le gouvernement. Ils dépendent du nombre de militaires mobilisés ainsi que de la durée de leur engagement. Les surcoûts devraient être compensés dans le cadre du budget ordinaire du DDPS. Dans le cas contraire, le DDPS demandera un crédit supplémentaire.

COVID-19 à Drogens

Vivre en autarcie

L'épidémie de coronavirus ne génère pas que des désagréments. Sous les drapeaux, confrontés à cette plaie, les citoyens-soldats réagissent positivement. Et la crise sanitaire stimule les velléités des jeunes militaires, qui apprennent davantage.



Travail au simulateur de conduite; le lavage des mains, une habitude à prendre.



Récemment, le div Yvon Langel relevait le bon comportement de ses subordonnés. «L'engagement à l'occasion de la crise du COVID-19 l'a montré en toute clarté: lorsque la Suisse a besoin de l'armée, celle-ci est prête. (...) Nous pouvons affirmer avec fierté que le système de milice a fait ses preuves, surtout en cas d'urgence. Les soldats et les cadres mobilisés ont accompli des performances magnifiques» (voir: «Newsletter de la division territoriale 1», octobre 2020, p. 1).

La troupe s'adapte



De son côté, le **col EMG Yannick Chardonnens** corroborait un tel propos. Commandant les Ecoles circulation et transport 47, à Drogens, le col EMG Chardonnens s'occupe en particulier des recrues. Nouvellement astreints au service, ces hommes et ces femmes découvraient des situations fluctuantes; continuellement, afin d'atteindre une sécurité optimale, des adaptations s'avéraient nécessaires.

A ce jour, sur la place d'armes de Drogens, le lavage des mains, le port du masque, la

distanciation sont toujours le lot des personnes concernées. La vie communautaire influe beaucoup sur le comportement individuel. Chacun apprend à devenir responsable, vis-à-vis de ses camarades.

A Drogens, si des personnes étaient détectées positives au COVID-19, elles étaient placées en quarantaine; une halle de sport servait de lieu d'isolement.

Mais, malgré la pandémie, les tâches d'instruction pouvaient se dérouler (apprentissage de la conduite des véhicules, entretien des camions, tirs au fusil, etc.). Certes, les congés, les sorties hors de la caserne ne pouvaient plus être offerts aux intéressés. Pourtant, s'ils vivaient comme en autarcie, les jeunes appréciaient d'autant plus ces notions propres au service militaire, la camaraderie et l'esprit de corps.

Perspectives d'avancement

Le col EMG Yannick Chardonnens tient en grande estime le lt col Henri Lecannelier, un officier de carrière domicilié à Cadro (canton du Tessin). A Drogens, pour l'E CT 47, le lt col Lecannelier planifie, coordonne, dirige des exercices, entretient les contacts avec les partenaires de la place d'armes.

Les deux officiers supérieurs en question inculquent, à leurs subordonnés, le sens du commandement. A l'occasion d'une visite à Drogens, nous avons rencontré plusieurs cadres qui se réjouissaient de résoudre, par



Le lt Rilind Aliji et le plt Khalil Thebti.



Les recr Loïc Bär et Kenneth Berger.

leurs connaissances actuelles ou futures, les problèmes inhérents à la crise sanitaire.

Le plt Khalil Thebti arborait, sur sa tenue d'exercice, l'insigne du candidat militaire de carrière. Le plt Thebti s'appretait à suivre les cours de l'Académie militaire (ACAMIL) à L'École polytechnique fédérale de Zurich. Le commandant, le br Peter Candidus Stocker affirme que l'ACAMIL «apporte une contribution essentielle à l'accomplissement de la mission de l'armée ainsi qu'à la sécurité et à la liberté de la Suisse». De plus, un ancien élève de ladite académie, le col EMG Hans-Jakob Reichen avance cet argument: «un ennemi invisible a menacé le pays à travers le coronavirus. Mais, maintenant, les adversaires agissent dans l'ombre. Il est primordial d'analyser la menace aussi précisément que possible et de la devancer».



Le **sgt Ivan Lopez** deviendra prochainement sergent-major chef. Dirigeant le service intérieur, le cadre dont nous parlons est indispensable pour ce qui regarde la gestion d'une caserne (répartition des locaux, logements des résidents, traitement de la subsistance, du matériel, etc.). La persistance du virus rend la tâche particulièrement

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: lt-colonel Paul-Arthur Treyvaud
Vice-président: adj sof Georges Bulloz
Secrétaire: cap Danielle Nicod
Caissier: four Jacques Levailant
Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

Membres:
François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Eric Rapin; adj sof Germain Beucler; sgt Pierre Messeiller et Blaise Nussbaum.

Commission de rédaction:
sgt Francesco Di Franco.

Correspondants:
Berne: José Bessard, Suisse-romande et Tessin: Patrice Rossel, Francesco Di Franco

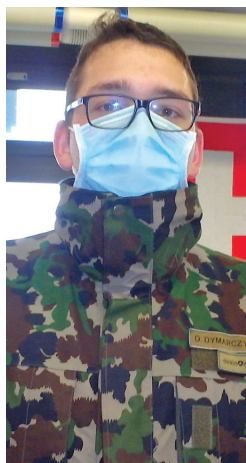


Le sgt Loris Carminati, le lt Rilind Aliji, le sgt Premtim Usufi; la recr Dino Campagnari; le sgt Premtim Usufi.

rement difficile. A Drognens, le sgt Lopez a dû s'occuper des mises et des suivis des quarantaines. Des telles situations ont beaucoup appris à ce candidat sous-officier supérieur. Citons encore les sergents Loris Carminati et Premtim Isufi (des futurs lieutenants). Eu égard à la crise, tous deux ont des opinions concordantes avec celles de leurs collègues cadres.

Sur la place d'armes de Drognens, des recrues s'occupaient des véhicules de type Iveco. On retrouve parfois des engins de la même marque, qui sont utilisés par des transporteurs civils. Ces derniers sont aussi confrontés au coronavirus. Gageons que lors du retour à leur activité professionnelle, les citoyens-soldats chauffeurs apprécieront, une fois encore, les expériences faites à l'armée.

P.R.



Le sdt David Dymarczyk; le sgt Alice Mizel; deux recrues s'occupent d'un camion Iveco.



Service social de l'armée - SSA 1,1 million de francs de contributions en 2019

L'an dernier, le SSA a versé au total 1,1 million de francs de contributions aux militaires dans les écoles de recrues et les cours de répétition ainsi qu'aux patients militaires et aux survivants. Selon les chiffres du rapport annuel 2019 du SSA, ce montant représente une hausse de 450 000 francs par rapport à l'année précédente.

Les dépenses du SSA ont fortement augmenté en 2019. Le montant total de l'aide financière a atteint 1100 000 francs, soit 450 000 francs de plus que pour l'exercice précédent. L'une des principales raisons de cette augmentation significative est l'ajustement des postes budgétaires du SSA aux besoins actuels des prestataires de services. En plus de répondre à un grand nombre de demandes de renseignements, les quatre conseillers sociaux professionnels du SSA ont traité 1400 dossiers (année précédente: 1300). Ils ont été aidés dans cette tâche par 23 conseillers sociaux de milice. Une aide matérielle a été consentie dans 403 cas (année précédente: 343). Dans les 988 autres cas (année précédente: 941), seules des prestations de conseil et d'assistance ont été nécessaires. 756 000 francs ont été versés à titre d'indemnité à des militaires lors de leur école de recrues ou de leur cours de répétition. Les moyens financiers

provenaient de versements effectués par des fondations (intérêts de capitaux). L'an passé, la ligne téléphonique du SSA (0800 855 844) a reçu 3000 appels (année précédente: 3900).

Le SSA apporte son aide:

- aux militaires ainsi qu'aux membres de la Croix-Rouge et de la protection civile qui, en raison de leur service soldé (p. ex. école de recrues, cours de répétition), connaissent des difficultés au niveau personnel, professionnel ou familial;
- aux personnes effectuant un service de promotion de la paix ou un service d'appui à l'étranger et qui sont dans le besoin du fait de leur service;
- aux patients militaires qui rencontrent des difficultés à cause d'un accident ou d'une maladie survenu lors du service militaire (en complément des prestations de l'assurance militaire);
- aux survivants des patients militaires.

Recrutement de l'armée

Reprise mais de manière restreinte

L'armée reprend son recrutement, mais de manière restreinte

Seuls 50 conscrits pourront accomplir leur cycle de recrutement simultanément. Six centres en attendent près de 2000 d'ici la fin de l'année.

Provisoirement suspendu au début du mois, le recrutement a repris dès le lundi 23 novembre. L'armée appliquera des mesures de protection strictes et procédera à des adaptations du processus, indique ce mardi le groupement de la Défense.

Outre quelques cas spéciaux, le recrutement se concentrera exclusivement sur la prochaine école de recrues qui débutera le 18 janvier 2021.

D'ici la fin de l'année, l'armée attend encore près de 2000 conscrits dans ses six centres de recrutement. Désormais, seuls 50 conscrits pourront accomplir leur cycle de recrutement simultanément. Ils sont également priés de ne pas voyager en groupe et de respecter en tout temps les recommandations générales de protection contre le coronavirus.

ATS

Commémoration à Avenches

Un hommage solennel, créatif et intime

Une commémoration tout à la fois solennelle, intime, militaire, créative et conviviale: voilà comment la Commune d'Avenches, jeudi 8 octobre dernier, marquait le 60^e anniversaire de la mort de l'un de ses illustres citoyens, le Général Henri Guisan.



Les enfants des écoles, créateurs avec leurs enseignants, Alexandre Keller (objets en 3D) à gauche et Isabelle Luisier (casquettes) à droite. Photo de droite: Françoise von Tscharnner, petite-fille du Général.



Maurice Décoppet, petit-fils du Général.

enfants ont créé une remarquable collection de... casquettes. Quant aux jeunes filles du Groupe POP, elles ont, sous la baguette de Marie-Aurélie Tschanz, musicalement enrichi la cérémonie de leurs voix chaleureuses.

L'émotion des petits-enfants

Avenches s'est ému... Mais le moment fort de cette soirée aura été, sans aucun doute, les témoignages apportés par Françoise von Tscharnner et Maurice Décoppet, les petits-enfants du Général. Avec beaucoup d'émotion et de tempérament, les deux octogénaires se sont livrés au jeu de l'interview, racontant une anecdote, égrenant un souvenir... avec une tendresse qui a permis au public de se faire un portrait plus intimiste de ce «grand papa».

«Avenches, une commune résolument tournée vers l'avenir et solidement ancrée dans la tradition. Une tradition romaine bien sûr, mais qui, ce soir porte le nom prestigieux de notre Général Henri Guisan» lancera, en conclusion de la commémoration Roxanne Meyer Keller, syndique d'Avenches.

Jean-Luc Pillier

Elle devait avoir lieu le 7 avril dernier, anniversaire de la mort du Général: mais la crise sanitaire en a décidé autrement. «Mais au fond qu'importe la date puisque reste l'esprit de cette commémoration, un esprit de mémoire, de reconnaissance, de compréhension». Les propos de Roxanne Meyer Keller, syndique d'Avenches, rappellent les multiples facettes de cette commémoration. Avenches se souvient... au travers d'une exposition conçue et créée par Michel Doleires, ancien directeur de l'Office du tourisme avenchois: des panneaux garnis de photos, de commentaires autour de l'origine, de la carrière militaire, et de quelques dates-clés notamment celle du 30 août 1969, inauguration du buste du Général.

Avenches salue son Général... Historien militaire, l'ancien brigadier Michel Chablotz a présenté les influences qui ont façonné la personnalité, la pensée et l'action de Henri Guisan (lire ci-après). Alors que le Brigadier Mathias Tüscher, président de la Fondation Général Henri Guisan, relevait les propos d'alors du Commandant en chef de l'Armée en soulignant leur pertinence et, surtout, leur actualité (lire ci-après).

Avenches imagine le Général... Associés à cette commémoration, les élèves des écoles ont laissé vagabonder leur imagination: sous la houlette d'Alexandre Keller, ils ont créé une série de petits objets en 3D dont, par exemple, Nobs, le cheval du Général. Animés par Isabelle Luisier, d'autres

2020 = 47^e année

Nam

NOTRE ARMÉE DE MILICE
IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Formulaire disponible également sur www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

- Je désire recevoir *Notre armée de milice* et souscris un abonnement annuel de CHF 44.- (TVA comprise)
- Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de *Notre armée de milice*
- Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans *Notre armée de milice* (tarifs, grandeurs, dates de parutions)
- Marquer d'une croix

Nom _____ Prénom _____
Rue _____ NPA/Localité _____
Date _____ Signature _____

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Nam: un lien avec l'armée

Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Alors, que se passe-t-il dans notre armée?

CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, *Notre armée de milice* (tirage imprimé contrôlé 4000 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humeur, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?

Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à *Notre armée de milice* qui ne coûte que CHF 44.- par année (TVA comprise).

Br Michel Chabloz, licencié en histoire militaire

Six influences pour comprendre le Général Guisan

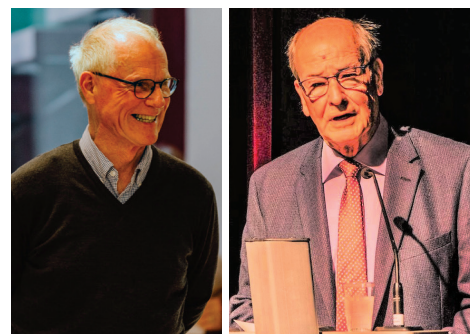
Licencié en histoire militaire de Montpellier et ancien brigadier, Michel Chabloz était invité à présenter le Général Henri Guisan et ses influences. D'entrée son propos est clair: «Ni théoricien ou savant, Henri Guisan demeure à ce jour un modèle de volonté inébranlable, de clairvoyance et de confiance en l'avenir. Le modernisme de ses messages est à l'origine d'une pensée militaire spécifique et originale, orientée vers la pratique. A ses yeux, la connaissance théorique est un trésor dont la pratique est la clé.»

Michel Chabloz inventorie six influences sur la personne de Henri Guisan: son père, capitaine médecin dont le poids du témoignage aura joué son rôle sur l'imagination de son fils. La terre également car, commente Michel Chabloz, «Henri Guisan est avant tout un homme du terroir (...) qui trouvera, au contact de cette terre, un solide équilibre intérieur qui sera sa force constante de commandant militaire.»

Michel Chabloz souligne une troisième influence, celle de la personnalité d'Edmond Rossier, historien et professeur qui inculquera à Henri Guisan la passion de l'histoire. Au contact et à la lecture de cet auteur aux très nombreux articles et ouvrages, Henri Guisan va acquérir «une perception euro-

péenne des événements et va prendre la dimension de la conduite des hommes et du sens des responsabilités.»

En 1914, Henri Guisan mobilise avec son bataillon et occupe un secteur au nord de Delémont: il entend, nous dit-il, «les premiers coups de feu entre patrouilles de cavalerie allemande et française. Major, il est confronté aux réalités pratiques de la mobilisation et du combat.» Michel Chabloz explique plus avant: «Pourtant, un élément manque encore à sa formation militaire, une approche concrète de la réalité du champ de bataille. C'est la France qui lui donne cette opportunité en 1916, en Argonne, aux Eparges et à Verdun et en 1917, en Lorraine, en Alsace et dans les Vosges. A ces



Michel Doleires, concepteur et réalisateur de l'exposition et, à droite, l'ancien Br Michel Chabloz.

occasions, il réunit de précieuses informations pratiques sur la tactique défensive du moment, alors que les chars font leur apparition sur le champ de bataille.»

Poursuivant le tour des influences du Général Guisan, Michel Chabloz s'arrête sur les relations de l'homme: «les nombreux témoignages à notre disposition attestent les relations privilégiées que Guisan cultive avec les organisations sportives, politiques, patriotiques et militaires du pays (...) D'ailleurs Guisan correspond avec de nombreux écrivains et en soutient plusieurs (...)»

Cette dimension du Général se traduit également, conclut Michel Chabloz, par la bibliothèque de sa maison de Verte-Rive: un lieu où les livres annotés sont très nombreux et confirment un rejet général de la théorie. Henri Guisan considérait ces ouvrages comme des caps dans lesquels il trouvait sa force.

JLP

Br Mathias Tüscher, Pdt Fondation Gén H. Guisan

Général Guisan: des réflexions toujours actuelles

«Un homme est la somme de ses actes, de ce qu'il fait, de ce qu'il peut faire. Rien d'autre». Commandant de la Brigade mécanisée 1 et Président de la Fondation Général Henri Guisan, le Brigadier Mathias Tüscher avait emprunté à André Malraux l'introduction de son hommage au Général, rappelant quelques propos d'Henri Guisan, toujours d'actualité.

Premier aspect, politique et défense. Mathias Tüscher le souligne d'emblée: «A la veille du second conflit mondial, Guisan doit lutter contre un certain engourdissement des esprits. Il se distancie à sa façon des milieux politiques dans la mesure où il y a désaccord entre les hommes politiques et les responsables en charge de la défense.» Le paroxysme du mécontentement de Guisan éclate finalement, explique le brigadier Tüscher: «Pour le renouvellement et l'augmentation si nécessaire de notre armement, on n'avait pas d'argent. L'armée, la grande muette, était traitée en parent pauvre. C'est un inconvénient d'être muet! Il n'y a que ceux qui crient qui peuvent se faire entendre! Je ne sais qui a dit: «Pour qu'un pays vive, il faut que les honnêtes gens aient autant d'énergie que les coquins! Sinon le pays est ... fichu! Serait-ce aussi vrai en matière de défense?».

La vision de la Seconde guerre mondiale est le deuxième aspect abordé par Mathias Tüscher qui explique: Le Général Henri Guisan « avait une vision réfléchie de la Seconde guerre mondiale. En 1936, il insistait: il importe avant tout de créer une couverture rapide, pour ne pas dire instantanée, de la frontière et une défense aérienne pour assurer la mobilisation et la concentration de l'armée, couvrir les points stratégiques importants et empêcher ou atténuer les attaques aériennes contre les centres et établissements importants, au point de vue militaire, politique ou économique.»

Le Président de la Fondation Général Henri Guisan ne pouvait pas passer sous silence les relations entretenues par le Général avec son pays, son peuple et son armée. «Je ne viens ni en diplomate, ni en politicien, mais en soldat tout court, qui dit fran-

chement ce qu'il pense et ce qu'il ressent» rappelle Mathias Tüscher, évoquant le Général. Et de souligner comment, face aux diversités culturelles de la Suisse, le Général Guisan ressent l'âme de l'armée et en définit le rôle fédéraliste et les attaches

parfois complexes qui l'unissent à sa population. «Bien vite on comprend qu'il n'y a ni Suisse allemande, ni Suisse française, ni Suisse italienne et qu'il n'y a qu'une Suisse, celle de nos pères, unie, forte et vigilante. (...) Il serait aussi vain de vouloir unifier les Suisses que de tenter de niveler leurs montagnes! Si les différences sont ineffaçables, elles ne nuisent pas à la cohésion nationale».

JLP



Le Br Mathias Tüscher.



Marie-Auréliette Tschanz et le Groupe POP.

Budget militaire

L'armée pourra dépenser 24 milliards entre 2020 et 2024

Le Conseil national a donné son accord au budget militaire de 24 milliards de francs pour les années 2020 à 2024. Les dépenses de l'armée augmenteront ainsi de 1,4% par année, permettant notamment le renouvellement du matériel et le renforcement de la cyberdéfense.

L'armée pourra dépenser environ 24 milliards pour les années 2020 à 2024. Après plusieurs heures de débats, le National a approuvé, sans modification, l'ensemble des dépenses. Seule la gauche s'y est opposée estimant que l'armée devait répondre aux menaces réelles.

Les menaces se sont diversifiées et évoluent en permanence. Il est important de privilégier la sécurité du pays et de poursuivre la modernisation de l'armée, a expliqué Thomas Rechsteiner (PDC/Al) au nom de la commission de politique de sécurité. Pour ce faire, elle a besoin de moyens financiers.

Le camp rose-vert a tenté de renvoyer l'ensemble des projets au Conseil fédéral. De l'avis de Marionna Schlatter (Verts/ZH), les risques ont changé et les investissements doivent être adaptés à l'évolution de la menace.

Le Conseil fédéral doit tirer les conséquences de l'engagement de l'armée durant la crise du coronavirus. Le projet doit égale-

ment se concentrer sur les cyberrisques, la lutte contre le terrorisme et la gestion des catastrophes naturelles. La demande a été rejetée par 121 voix contre 63.

21 milliards pour 4 ans

Les députés ont également refusé de renvoyer au gouvernement l'arrêté fédéral sur le plafond de dépenses de l'armée pour les années 2021-2024. Toutes les propositions pour réduire l'enveloppe de 21,2 milliards ont été balayées. Des diminutions seraient irresponsables, a estimé Ida Glanzmann (PDC/LU).

La gauche a dénoncé une discrédence entre les risques et le message. Les objectifs ne correspondent pas aux menaces réelles, comme le changement climatique. Les investissements n'ont pas lieu au bon endroit, a critiqué Fabien Fivaz (Verts/NE).

Une attaque armée à proximité de la Suisse est improbable, a attaqué Priska Seiler-Graf (PS/ZH), revenant sur le rapport de sécurité

du Conseil fédéral. La Zurichoise aurait également voulu que les conséquences financières du coronavirus sur le budget fédéral soient évaluées. Les nouvelles menaces ne remplacent pas les anciennes, mais les complètent, a contré Jacqueline de Quattro (PLR/VD).

Le budget annuel de l'armée augmentera de 1,4%. Cela permettra le renouvellement de plusieurs systèmes, comme la flotte d'avions de combat et le système de défense sol-air. Les troupes terrestres seront modernisées et la cyberdéfense renforcée. Des investissements de près de 15 milliards seront nécessaires dans les dix prochaines années.

Crédits 2020 approuvés

Pour l'année 2020, le gouvernement demande 2,7 milliards. Toutes les tentatives de la gauche pour réduire l'une ou l'autre enveloppe ont été repoussées à près de deux contre un. La ministre de la défense Viola Amherd a rappelé que l'armée devait être prête à faire face à différentes menaces. Aucun domaine ne doit être oublié.

Les crédits pour le matériel de l'armée représentent 837 millions. Quelque 440 millions seront investis pour acheter l'équipement personnel et le matériel à renouveler en 2020. Les munitions d'instruction et leur gestion représentent 172 millions. Le reste sera consacré à des préparatifs d'achats.

L'enveloppe destinée au programme d'armement s'élève à 1,354 milliard. L'amélioration de la capacité de conduite est cruciale, notamment via des investissements dans la télécommunication résistante aux crises, a justifié Rocco Cattaneo (PLR/TI) au nom de la commission de politique de sécurité.

Les systèmes de conduite de surveillance de l'espace aérien Florako, introduits en 2004, seront remplacés pour un montant de 155 millions. L'équipement et le matériel de l'aide en cas de catastrophe, vieux de 30 ans, seront renouvelés et adaptés aux standards actuels pour 116 millions.

L'utilisation des chars de grenadiers 2000 sera prolongée jusqu'en 2040 pour 438 millions. Pour Pierre-Alain Fridez (PS/JU), ce n'est pas une priorité. Une guerre traditionnelle avec des véhicules blindés n'est plus imaginable. Quarante-cinq millions sont prévus pour la mise à niveau des avions PC-21 et de leurs simulateurs.

Parc immobilier

En matière d'immobilier, la Chambre du peuple a soutenu les investissements proposés sur les sites de Chamblon (29 millions), Frauenfeld (86) et Dübendorf (68). Un investissement total de 489 millions de francs est prévu. Cette enveloppe permettra de poursuivre la réalisation du concept de stationnement de l'armée et, à terme, conduire à une réduction du parc immobilier de l'armée. En outre, le système de DCA mobile Rapier, acquis il y a plus de 30 ans, sera mis hors service. Son élimination coûtera 13 millions financés par le budget ordinaire de l'armée. En contrepartie, 5,5 millions pourront être économisés dans les coûts de fonctionnement annuels.

Pour la troupe

Nouvelles bottes de combat

Dès 2021, de nouvelles bottes de combats 19 et les chaussettes 19 équiperont les soldats de notre armée.

Que ce soit en marchant ou en position de garde-à-vous, le nouvel équipement de l'Armée suisse vous en mettra plein la vue. Dans le cadre du projet de renouvellement en cours, les chaussures de la troupe sont modernisées. Dès 2021, la Base logistique de l'armée équippa tous les soldats avec les nouvelles bottes de combat 19. Les chaussettes 19



correspondantes seront aussi disponibles dans une édition d'été et d'hiver. Chaque militaire recevra cinq paires de chaussettes «légères» pour la saison chaude et trois

paires plus épaisses pour la saison froide. Un équipement pour affronter n'importe quel type de terrain, avec un pied sûr et, espérons-le, sans cloques.

Air2030

Réception des deuxièmes offres

Le 18 novembre 2020, les organismes gouvernementaux des candidats entrant en ligne de compte ont remis à armasuisse leurs deuxièmes offres pour le nouvel avion de combat et le nouveau système de défense sol-air de longue portée. Commence maintenant pour armasuisse le travail de rédaction des rapports d'évaluation, qui doivent être finalisés au premier trimestre 2021.

Le 18 novembre 2020, armasuisse a reçu des organismes gouvernementaux des quatre constructeurs entrant en ligne de compte les deuxièmes offres pour les nouveaux avions de combat. Il s'agit de l'Allemagne (Airbus Eurofighter), de la France (Dassault Rafale) et des États-Unis (Boeing F/A-18 Super Hornet et Lockheed-Martin F-35A). Lors de cet appel d'offres, les constructeurs contactés par les organismes gouvernementaux étaient invités à soumettre l'offre la plus avantageuse pour la Suisse.

Ces offres comprennent notamment les éléments suivants:

- prix pour 36 et 40 avions, y compris la logistique et l'armement définis, qui servira, à l'issue du choix de l'appareil, de point de départ contraignant aux négociations approfondies avec le candidat retenu;

- offres de coopération entre les forces armées et entre les offices d'armement des deux pays;
- projets de compensation prévus ou d'ores et déjà engagés.

Nouveau système de défense sol-air de longue portée

Le 18 novembre 2020, armasuisse a également réceptionné des offices gouvernementaux des constructeurs entrant en ligne de compte les deuxièmes offres pour le nouveau système de défense sol-air de longue portée. Il s'agit de la France (Eurosam SAMP/T) et des États-Unis (Raytheon Patriot). Comme pour le nouvel avion de combat, les constructeurs contactés par les organismes gouvernementaux étaient invités à soumettre l'offre la plus avantageuse pour la Suisse.

Ces offres comprennent notamment les éléments suivants:

- prix des systèmes de défense sol-air de longue portée capables de couvrir une surface d'au moins 15 000 km², y compris la logistique et l'armement définis, qui servira, à l'issue du choix du système, de point de départ contraignant aux négociations approfondies avec le candidat retenu;
- offres de coopération entre les forces armées et entre les offices d'armement des deux pays;
- projets de compensation prévus ou d'ores et déjà engagés.

Prochaines étapes du programme Air2030

Les informations des deuxièmes offres ainsi que les conclusions des diverses activités d'essai vont permettre de déterminer l'utilité globale de chaque système. Les résultats seront conjugués à une analyse exhaustive des risques dans le cadre de rapports d'évaluation qui compareront l'utilité globale de chaque nouvel avion de combat et nouveau système de défense sol-air de longue portée en lice avec leurs coûts respectifs d'acquisition et d'exploitation sur une période de 30 ans. Les rapports d'évaluation doivent être finalisés au 1^{er} trimestre 2021. La décision quant aux types retenus pour chacun des deux systèmes doit être prise par le Conseil fédéral au 2^e trimestre 2021.

Matériel de guerre

Exportations en hausse

Les entreprises suisses ont exporté pour 690 millions de francs de matériel de guerre durant les trois premiers trimestres de l'année. Pour la même période de 2019, le montant était de 500 millions de francs.



Véhicule blindé de transport de troupe.

Les premiers destinataires sont le Danemark, l'Indonésie et l'Allemagne, selon les chiffres publiés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

La liste comporte 76 pays vers lesquels la Suisse a exporté du matériel de guerre. La marchandise y est «utilisée ou transformée,

perfectionnée ou travaillée de quelque manière avant une éventuelle réexportation», précise le SECO.

GSsA et Terre des Hommes indignés

Ces chiffres font bondir le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et Terre des

Hommes: «Le commerce de la mort est florissant», assène le GSsA. Malgré la crise du coronavirus, «le triste record en matière d'exportations d'armes de 2011 pour une valeur de 873 millions de francs pourrait être battu», constate le groupe dans un communiqué.

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, poursuit le GSsA, la Suisse exporte des armes vers des pays engagés dans des conflits armés. L'Arabie saoudite, fortement impliquée dans la guerre au Yémen, a acheté du matériel de guerre à la Suisse pour 3,8 millions de francs.

«Il est inadmissible que (...) la Suisse participe à l'une des plus grandes catastrophes humanitaires au monde et s'enrichisse grâce à celle-ci», écrit le groupe.

Pour le GSsA, ces chiffres démontrent une fois de plus à quel point l'initiative dite «correctrice» est nécessaire. Ce texte veut interdire les exportations d'armes dans les pays en proie à la guerre civile, et ceux qui violent gravement et systématiquement les droits humains.

Favelas en guerre

Des inquiétudes partagées par Terre des hommes Suisse, qui cite l'exemple du Brésil, où la Suisse exporte du matériel de guerre pour 18 millions de francs. Il règne dans les quartiers pauvres brésiliens des «situations de guerre», la violence armée et policière y augmente, écrit l'organisation. Terre des Hommes appelle à dire oui le 29 novembre à l'initiative contre le commerce de matériel de guerre. Celle-ci veut interdire le financement des producteurs de matériel de guerre dans le monde.

Payerne

La base aérienne à son nouveau phare

La nouvelle tour de contrôle de la base aérienne de Payerne a été mise en service en juillet. Skyguide et les Forces aériennes travaillent dorénavant dans un même et seul bâtiment. Cette construction et la centrale de chauffe voisine ont coûté 74 millions de francs.



Le nouveau centre des opérations, avec sa vigie en surplomb.

Elle fait tout petit désormais, la vénérable et ancienne tour de contrôle de la base aérienne de Payerne. Posée quelques mètres derrière, dans le talus contre Rueyres-les-Prés, la nouvelle vigie suspendue sur le nouveau centre des opérations lui pique la vedette.

Les Forces aériennes et Skyguide ont convié la presse à une inauguration de ce nouveau complexe de six étages. Il abrite désormais l'armée et Skyguide, tandis qu'auparavant les entités étaient réparties sur la base dans des bâtiments et baraquements d'un autre temps, à l'image du désuet «cube» du commandement ou du camp Failloubaz, créé au début de la base, il y a 100 ans. Depuis quelques semaines, 120 personnes ont

investi le centre, dont le commandement de la base, les opérations de sécurité aérienne, les escadres d'aviation et de transport aérien. Les pilotes s'y équipent désormais. Avec la troupe, lors de cours de répétition, la ruche pourra accueillir 200 personnes.

Meilleures synergies

Un complexe qui permet de meilleures synergies, notamment entre les pilotes et les contrôleurs aériens ou opérateurs radars. Des personnes qui bien souvent ne se connaissent que par le biais des voix relevé le divisionnaire Bernhard Müller, chef des Forces aériennes, et Boris Cuanoud, chef Skyguide à Payerne.

Ce dernier a expliqué en détail le fonctionnement de Skyguide en Suisse qui compte environ 1400 collaborateurs. Une entreprise qui appartient à 99,9% à la Confédération. «Les Forces aériennes représentent le 9% de nos activités, mais c'est clairement le partenaire le plus important», explique l'enfant de Payerne qui réside sur La Côte.

Une année record suivie d'une catastrophe

Si l'année 2019 est à placer en tête des records, 2020 sera catastrophique pour le trafic aérien. A titre d'exemple, Skyguide



Boris Cuanoud, chef Skyguide à Payerne et le div Bernhard Müller, commandant des FA.

a géré l'an dernier 505 307 mouvements aériens (atterrissages et décollages), avec une ponctualité de 96,7%. 94 519 mouvements militaires ont été gérés par Skyguide. «Entre avril et juin, 90% du trafic aérien a été perdu. Les mesures prises pour compenser ces pertes financières dues au Covid-19 ne sont pas suffisantes. Mais côté militaire, le trafic a été assuré pleinement durant cette période», précise Boris Cuanoud, inquiet pour l'avenir.

Les contrôleurs présents dans la nouvelle tour ont différentes tâches à assumer. Ils accélèrent et régularisent la circulation aérienne, ils assurent le service d'alerte et assistent en cas de recherche ou de sauvetage. Ils empêchent aussi les collisions au sol, comme en l'air, tout en assurant le service d'information de vol. Les contrôleurs aériens reçoivent une formation militaire supplémentaire de six mois pour pouvoir prétendre à un poste dans une tour de contrôle militaire. Ils ont participé aussi pleinement à la police aérienne 24, avec, en 2019, 270 «life missions» des Forces aériennes et 18 «hot missions», de 6h à 22h. «Mais, depuis 2021, ce sera du 24 sur 24 et c'est un défi de planification pour nous», a relevé Boris Cuanoud. Et à Payerne, ils doivent aussi réguler le trafic de l'aérodrome civil, même si cette année est très spéciale.

La construction du centre des opérations, ainsi que la centrale de chauffe voisine ont coûté 74 millions de francs et c'est un chantier parmi tant d'autres (voir encadré).

Le déménagement de tout ce petit monde était un défi en soi, surtout avec la pandémie. «C'était compliqué, mais la collaboration est parfaitement réussie et tout a été réalisé dans les délais», conclut le Broyard.

Un aérodrome qui fêtera ses 100 ans en 2021

Quant à l'ancien bâtiment de la tour de contrôle, il devrait perdre sa tête l'année prochaine. A relever que le recul du nouveau bâtiment correspond aux règles aéronautiques actuelles, l'ancienne tour étant trop près des pistes.

Le divisionnaire Müller a rappelé qu'en 2021, l'aérodrome militaire de Payerne célébrera ses 100 ans d'existence, tout comme l'école de recrues d'aviation.

La place d'armes de Payerne, elle, comptera 85 années au compteur. Mais l'avenir des Forces aériennes dépend clairement du crédit concernant l'achat de nouveaux avions de combat. Rémy Gilliland - La Broye Hebdo

231 millions de francs investis de 2018 à 2022

Comme mentionné ci-dessus, le complexe des opérations et la centrale de chauffe ont été réalisés dans le respect des budgets pour 74 millions de francs. D'autres investissements immobiliers vont suivre, avec les nouvelles halles 2 et 3 (transport aérien et piquet de sauvetage), pour un devis de 77 millions cette fois-ci. Le chantier devrait démarrer cet automne.

Le très attendu centre Phenix, dévolu à l'instruction des sapeurs-pompiers d'aéroports est en construction côté Payerne (28 millions). Ce projet remonte à une bonne dizaine d'années. Mais il permettra aux sapeurs-pompiers militaires et civils d'éviter de lourds déplacements notamment aux Pays-Bas pour se former et s'entraîner en conditions réelles.

La halle 4 sera assainie dès l'automne 2020 pour 25 millions, en raison notamment de la mise sur pied de la PA24. Une centaine de collaborateurs ont été engagés pour faire face à ces missions de po-

lice aérienne, tandis que la base emploie quelque 400 personnes.

D'autre part, la rénovation des surfaces de vol et divers assainissements sont prévus de 2018 à 2022 pour un montant de 27 millions de francs. L'armée va aussi investir dans l'adaptation de bâtiments et la technique des boxes avions, pour une somme de 108 millions de francs.

La Base logistique de l'armée (BLA) aura aussi son bas de laine avec des adaptations pour la PA24, les ateliers et couverts pour véhicules spéciaux, entre autres.

Côté casernes à Payerne, ce sont 144 millions de francs qui seront dédiés à divers assainissements et adaptations, tandis qu'il est prévu une centralisation de la cuisine pour la troupe.

Il a très peu été fait référence à la votation sur le nouvel avion de combat du 27 septembre. Le commandant des Forces aériennes a bien évoqué quelques travaux en fonction du type d'avion qui sera choisi. rg

Contingent 42

Transmettre son savoir en vue de sa propre sécurité

Dans le cadre de la promotion militaire de la paix, l'Armée suisse évolue, par le biais de la SWISSCOY, au sein de la Kosovo Force multinationale (KFOR). À cet effet sont également engagés des experts de l'élimination des munitions non explosées et du déminage. Ceux-ci ont pu transmettre aux militaires grecs leur savoir en matière d'engins explosifs et incendiaires lors d'une instruction organisée à la mi-septembre.



Un membre de l'équipe EOD suisse explique aux militaires grecs les paramètres importants à prendre en compte pour le contrôle des véhicules à l'entrée du camp. (VBS/DDPS, contingent 42 SWISSCOY, of spéc Fabienne Wälti)

Précision, fiabilité et technique: voilà les valeurs qui définissent les membres de l'équipe EOD suisse (explosive ordnance disposal). Les spécialistes de l'élimination des munitions non explosées réalisent de nombreuses tâches au Kosovo pour le compte de la KFOR, en tant que membres du contingent de la SWISSCOY. L'équipe EOD suisse vérifie par exemple avec ses camarades autrichiens des places d'atterrissages pour hélicoptères improvisées ou aide à déblayer des barrages routiers.

Les experts suisses sont également en contact avec l'équipe EOD de la Kosovo Security Force (KSF), premier intervenant en matière de destruction des ratés et des restes de guerre non explosés, munitions et mines notamment. Dans le cadre de cette collaboration, ils supervisent le travail des membres de la KSF et leur prodiguent de précieux conseils.

Coopération internationale

En raison de son savoir-faire considérable, l'équipe EOD suisse est très demandée: outre l'élimination concrète des munitions non explosées, la sensibilisation sur le danger que représentent les mines en sec-

teur d'engagement fait aussi partie de ses activités. Les militaires de plusieurs pays reçoivent un savoir technique essentiel lors de telles séquences d'instruction, savoir nécessaire pour remplir leur mission en toute sécurité.

Ainsi, deux membres de l'équipe EOD suisse ont donné, mi-septembre, une formation de deux jours à leurs camarades grecs qui assurent la garde ainsi que le contrôle des personnes et des véhicules à l'entrée du quartier général de la KFOR à Pristina.

Pas de recette miracle

«Il n'y a pas de règle établie, tout dépend de la situation»: c'est en ces mots que le responsable d'exercice suisse débute la formation. Durant un bloc théorique de 45 minutes, il présente aux militaires grecs la menace actuelle et leur explique à quels engins explosifs et incendiaires ils peuvent être confrontés dans le cadre de leur travail. Il appelle la garde à écouter son instinct et à faire preuve de bon sens. Même si les possibilités d'attaque sont infinies, les suspects potentiels présentent des signes notables: transpiration excessive, nervosité et objets suspects sont des indices auxquels il faut faire attention.

Agir en fonction de la situation

Place à la pratique avec des exemples concrets. Quels sont les aspects à prendre en compte lors du contrôle des véhicules?



Comment se protéger et protéger ses camarades de manière optimale? Que faire en cas d'urgence, lorsqu'un engin explosif a effectivement été placé

«Ça dépend» est une réponse que les militaires grecs ont souvent reçue. La communication, la distance et le respect des processus d'annonce sont essentiels. L'instruction a profité aux camarades grecs qui pourront appliquer les connaissances acquises à l'entrée du camp et assurer une plus grande sécurité. Une situation gagnante pour les deux parties.

*Of spéc Fabienne Wälti
Communication Défense, Michael Senn*

Cérémonie de changement de cdmt

Le Chef de l'armée Suisse en visite

Le commandant de corps Thomas Süssli a participé, le samedi, 10 octobre 2020, à la cérémonie de changement du commandant de la Kosovo Force (KFOR). Le br Laurent Michaud occupe la fonction de commandant remplaçant de la KFOR depuis octobre 2019. C'est la première fois qu'un officier de l'Armée suisse aura assumé cette fonction, qui honore l'engagement de longue date pour la stabilisation de l'ouest des Balkans mené par la Suisse et son Armée. Durant sa visite, le chef de l'Armée a effectué également une visite de courtoisie auprès du commandant de la KFOR, le général italien Michele Risi, durant laquelle ils ont abordé la situation sécuritaire au Kosovo ainsi que la contribution de l'Armée suisse à la KFOR.

Promotion à Moudon

Officiers médecins

C'est en l'église Saint-Etienne à Moudon que l'école hôpital 41 stationnée à Valacrêt a procédé à la promotion de 34 nouveaux officiers médecins, dentistes et pharmaciens. Le commandant de l'école le colonel EMG Peter Scheidegger et le conseiller aux États zurichois Thomas Hefti, ont remercié et félicité ces jeunes lieutenants pour leur engagement. Ils ont souligné l'importance du corps des médecins de l'armée, particulièrement mise en exergue cette année.

SRC: Service de renseignement de la Confédération

Rapport de situation

La politique internationale en matière de sécurité est aujourd'hui marquée par les rivalités entre plusieurs acteurs qui veulent gagner en influence. Dans ce contexte, les capacités d'anticipation et d'identification précoce du SRC jouent un rôle prépondérant, afin de déceler à temps les menaces et les évaluer, pour ensuite prendre les mesures préventives qui s'imposent.



S'il n'est actuellement pas encore possible de déterminer quels seront les impacts de la pandémie de Covid-19 sur le plan de la politique de sécurité, les observations du SRC démontrent un renforcement - et vraisemblablement une accélération - des tendances sur le plan international. La pandémie de Covid-19 fournit de nouveaux indices quant à la fin d'un ordre mondial fortement marqué par les États-Unis, leur système d'alliances, et des institutions souvent soumises à une profonde influence américaine.

Le changement actuellement observé au niveau international dans le domaine de la politique de sécurité va perdurer. La question se pose de savoir si un ordre stable va à nouveau s'établir dans un avenir proche. Un nouvel ordre bipolaire entre les États-Unis et la Chine, dont on ne distingue pour l'heure toutefois pas encore clairement les contours, pourrait se mettre en place. Une éventuelle évolution vers un système multipolaire est encore plus incertaine.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine, les efforts de la Russie visant à consolider sa zone d'influence en Europe, ainsi que divers conflits et crises aux frontières européennes marquent l'environnement stratégique de la Suisse. Les États-Unis vont certes rester, au-delà de 2020, la puissance mondiale exerçant l'influence la plus grande, mais les relations transatlantiques et la présence américaine au Proche-Orient et au Moyen-Orient vont à l'avenir perdre encore en importance. Les contradicteurs géopolitiques des États-Unis essaient d'en tirer profit et de déployer

leur puissance dans les brèches ainsi créées, afin d'imposer la promotion de leurs propres intérêts.

La Chine se considère comme une grande puissance en plein essor, au même titre que les États-Unis. Le fossé entre le modèle libéral occidental et le capitalisme d'État autoritaire va encore se creuser. Les indices selon lesquels le système international pourrait de plus en plus être marqué par la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine se multiplient, pouvant aller jusqu'à la mise en place de zones d'influence stratégique exclusives.

La Russie continue de chercher à agir sur un pied d'égalité avec les États-Unis et tente d'asseoir sa propre sphère d'influence. Sa politique porte ses fruits et la Russie ne compte pas s'arrêter là. L'Ukraine demeure au cœur des intérêts stratégiques russes, tout comme la Biélorussie après les manifestations consécutives aux élections présidentielles du 9 août 2020. Le Kremlin a mis en garde les États-Unis et l'Union européenne contre toute ingérence dans ce dossier. La mer Noire et la Méditerranée sont également les théâtres d'une rivalité stratégique avec d'autres acteurs. La Russie engage aussi des moyens militaires pour atteindre ses objectifs.

L'espionnage, instrument des luttes de pouvoir

L'espionnage est l'expression des tensions précédemment décrites. Les États se servent de l'espionnage comme instrument pour atteindre ou consolider une position avan-

tageuse, voire dominante, face à des rivaux politiques, militaires ou économiques. De telles tensions se reflètent également dans les activités d'espionnage d'autres États sur sol suisse, ce qui nuit à l'image de notre pays comme État hôte de la diplomatie internationale. De plus, des intérêts suisses sont directement menacés lorsque des acteurs de l'espionnage prennent par exemple pour cibles la place commerciale et financière suisse, des entreprises innovantes ou des institutions politiques, afin d'obtenir des avantages concurrentiels et des possibilités d'influence. Certains États utilisent également l'espionnage comme instrument contre leurs propres ressortissants afin de consolider leur pouvoir, par exemple en surveillant et en intimidant des opposants à l'étranger, y compris en Suisse.

Les activités d'espionnage et, plus globalement, les luttes de pouvoir au niveau international, interviennent aussi dans l'espace cybernétique. Les infrastructures critiques de la Suisse n'ont jusqu'à présent jamais été directement visées par des actes de sabotage commandités par un État. Mais de telles attaques visent aussi des partenaires et fournisseurs suisses, et le fait qu'ils subissent des dommages est au moins un risque assumé. Les intérêts suisses peuvent donc aussi être touchés indirectement par le conflit mené dans l'espace cybernétique.

Extrémisme violent: tentatives d'instrumentalisation des manifestations

Dans le contexte du terrorisme djihadiste, l'«État islamique» continue à donner le ton. La menace terroriste en Suisse reste élevée. De nouveaux attentats en Europe sont probables - en premier lieu des attentats inspirés par l'«État islamique». Aux yeux des djihadistes, la Suisse fait certes partie des cibles d'attentats légitimes, mais elle ne constitue pas une priorité.

Le potentiel de violence persiste aussi bien parmi les extrémistes de gauche que les extrémistes de droite. Au sein des milieux d'extrême gauche, les formes de violence plus graves comme les incendies intentionnels restent principalement limitées à des cibles considérées comme présentant un lien avec ce que ces milieux désignent par la «répression». Lors de manifestations, une participation accrue à des actions violentes et une agressivité marquée, voire croissante, sont perceptibles. Les milieux d'extrême gauche tentent notamment de prendre la tête de nouveaux mouvements, comme ce fut le cas cette année lors des manifestations Black Lives Matter en Suisse, et de les instrumentaliser à leurs propres fins.

Les membres des milieux d'extrême droite font actuellement preuve de retenue vis-à-vis de l'usage de la violence, mais il convient de tenir compte d'indices faisant état d'entraînements à des sports de combat et de la possession d'armes fonctionnelles. En Suisse, le principal risque d'attaque motivée par l'extrême droite émane d'auteurs isolés partageant les convictions de ces milieux, mais qui ne sont pas membres à part entière de groupes extrémistes violents établis.

Religion

L'Aumônerie de l'armée s'ouvre à la diversité

Le chef de l'Armée, le commandant de corps Thomas Süssli, a rencontré les représentants d'églises et communautés religieuses en Suisse. Dans ce cadre, les discussions ont porté sur l'ouverture de l'Aumônerie de l'armée à la diversité religieuse.



Lors de cette rencontre avec les représentants d'églises et communautés religieuses en Suisse, les discussions ont porté sur l'ouverture de l'Aumônerie de l'armée à la diversité religieuse. Étant donné que la société suisse est de plus en plus multiculturelle, une telle ouverture constitue un réel besoin.

Le chef de l'Armée et le chef de l'Aumônerie de l'armée (AA) ont rencontré les représentants d'églises et des communautés religieuses qui reconnaissent et soutiennent,

dans sa forme actuelle, ladite aumônerie. À cette occasion, le commandant de corps Thomas Süssli et Stefan Junger ont remercié, au nom de l'ensemble de l'armée, ces

importants partenaires pour leur engagement et leur collaboration sans faille. Dans le même temps, les deux militaires les ont informés du développement de l'AA, qui doit aller de pair avec l'évolution de la société suisse.

L'armée de milice est en effet le miroir de notre société. Celle-ci devient de plus en plus multiculturelle et c'est pourquoi l'AA entretient un dialogue avec d'autres congrégations religieuses encore, dont les représentants deviendront peut-être également un jour des partenaires. Il est donc important, pour Thomas Süssli et Stefan Junger, que les mêmes bases s'appliquent à toutes les églises et à toutes les communautés religieuses, l'AA étant et souhaitant rester un service destiné au plus grand nombre. Au sein même de l'AA, on observe par ailleurs une pluralité croissante.

La discussion s'est déroulée sur la base des Directives sur le conseil, l'accompagnement et le soutien fournis par l'AA, le SPP A et le SSA, qui sont entrés en vigueur au mois de mars 2020. Comme le précisent ces directives, l'AA doit entretenir un dialogue avec les églises et communautés religieuses ayant confirmé par écrit qu'elles partageaient ses principes et son mode de travail. Actuellement, ces partenaires sont l'Église évangélique réformée, représentée par son conseil, l'Église catholique romaine, représentée par la Conférence épiscopale, l'Église catholique chrétienne, représentée par l'évêque catholique chrétien et le Conseil synodal et, enfin, le Réseau évangélique suisse.

L'armée adresse ses remerciements les plus vifs à ces églises et à ces communautés religieuses, en espérant pouvoir poursuivre une collaboration des plus appréciables. Grâce au soutien actif de ces partenaires, elle compte pouvoir recruter, lorsque cela sera nécessaire, de nouveaux aumôniers ou nouvelles aumônières.

Vatican

Trente-huit nouveaux gardes du pape assermentés

La cérémonie d'assermentation a lieu en commémoration de la résistance des 147 gardes suisses qui ont perdu la vie pour défendre le pape Clément VII lors du sac de Rome par les troupes de mercenaires de Charles Quint (le 6 mai 1527). La garde pontificale a été créée en 1506.

Trente-huit nouveaux gardes suisses ont prêté serment le 4 octobre 2020 au Vatican. La cérémonie s'est déroulée dans un cadre strictement privé, en raison des mesures liées à la pandémie de Covid-19. L'événement qui a lieu traditionnellement le 6 mai avait déjà été reporté.

Seuls les parents et frères et sœurs des gardes pouvaient être présents ainsi que les familles des gardes actifs. Il n'y a pas eu d'invités d'honneur cette année, a indiqué le service de presse de la garde pontificale.

Selon leur origine, les gardes pouvaient prêter serment en allemand, en français, en italien ou en romanche. La cérémonie a été retransmise en direct.

La cérémonie d'assermentation a lieu en commémoration de la résistance des 147 gardes suisses qui ont perdu la vie pour défendre le pape Clément VII lors du sac de Rome par les troupes de mercenaires de Charles Quint (le 6 mai 1527). La garde pontificale a été créée en 1506.

Pour entrer dans la Garde pontificale, il faut



être un homme de religion catholique, effectuer son service militaire en Suisse, avoir terminé un apprentissage ou être porteur d'un diplôme de maturité et se prévaloir d'une réputation irréprochable.

Pour devenir hallebardier, il faut en outre mesurer au minimum 174 centimètres et avoir moins de 30 ans. Actuellement, les cantons les plus représentés dans la Garde sont ceux du Valais (17), de Saint-Gall (16) et de Lucerne (12).
ATS

Assurance militaire: exercice 2019 réjouissant

Bonne gestion des cas de Covid-19

L'assurance militaire tire un bilan positif de l'année 2019. Le résultat réalisé en 2019 est bon sur le plan des prestations d'assurance et des frais administratifs. Le coût des rentes et des indemnités journalières est en légère baisse, tandis que les frais de traitement ont augmenté.



L'assurance militaire (AM) couvre les personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix – principalement des militaires de milice de l'armée, de la protection civile et du service civil. Depuis 2005, la Suva assume la gestion de l'AM sur mandat de la Confédération.

«La collaboration avec l'armée, le service civil et la protection civile n'a pas faibli pendant la pandémie du Covid-19», déclare Stefan A. Dettwiler, directeur de l'assurance militaire. «Il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer pleinement les effets de la mobilisation partielle et des services d'appui de l'armée et du service civil, mais à ce jour le nombre de cas reste similaire à celui de l'année précédente.» La numérisation de l'exploitation dans son ensemble a permis de bien maîtriser le traitement des cas de Covid-19.

En 2019, le nombre total de jours de service assurés, soit 9,3 millions, reste au niveau de l'année précédente (9,4 millions). Les militaires de milice de l'armée, de la protection civile et du service civil ont effectué près de 7,5 millions de jours de service. Au cours de l'exercice, l'AM a enregistré près de 41000 nouveaux cas, soit environ 2200 de plus que l'année précédente, qui se répartissent à raison de 30500 maladies et 10400 accidents, toutes catégories d'assurés confondus. Plus de 80% d'entre eux concernent des maladies et des accidents subis par des militaires de milice.

Davantage de maladies que d'accidents chez les miliciens

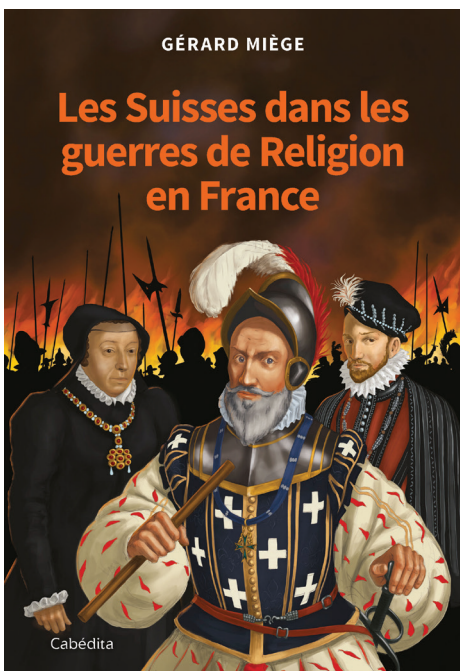
De tous les cas d'assurance enregistrés provenant de la catégorie des miliciens, 14200 sont des cas de maladie et 6600 des accidents. Les maladies les plus fréquemment diagnostiquées concernent le système musculo-squelettique (43%). Les statistiques révèlent que les fractures au niveau du visage (notamment les lésions dentaires) représentent le type d'accident le plus fréquent chez les soldats. Elles sont suivies par les entorses, les contusions, les déchirures de ligaments ou de tendons dans la région du genou, de la jambe et de la cheville. Parmi les accidents recensés chez les militaires de milice de l'armée, 21% sont des accidents de sport. La majorité a lieu dans le cadre des sports d'équipe, comme le football, mais également lors de la pratique de l'athlétisme ou des tests physiques de l'armée. Les chutes et les faux pas représentent la deuxième cause d'accident la plus fréquente (+ 17%).

Les prestations d'assurance de l'AM se sont élevées à 177,7 millions de francs, soit une légère hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente (175,1 millions de francs). Une grande partie des prestations d'assurance, à savoir environ 45%, a été versée sous forme de rentes, qui s'élèvent à 80,2 millions de francs, ce qui correspond à 1,2 million de francs de moins que l'année précédente. Cette baisse est consécutive à la diminution constante des bénéficiaires de rente. «Un peu plus de 45% des bénéficiaires de rente ont plus de 70 ans, et environ 16% plus de 80 ans», constate Stefan A. Dettwiler. «Le nombre de décès des bénéficiaires de rente dépasse donc nettement celui des nouvelles rentes fixées. En outre, l'assurance militaire soutient la réintégration professionnelle et peut ainsi également réduire le nombre de nouvelles rentes.»

Le coût des indemnités journalières a aussi reculé: il s'élevait à 25,4 millions de francs pendant l'exercice, soit une diminution de 0,4 million de francs par rapport à l'année précédente. Les frais administratifs ont également pu être réduits d'un exercice à l'autre, passant de 20,5 millions de francs à 20,1 millions de francs. À l'inverse, les frais de traitement, d'un montant de 67,9 millions de francs l'année précédente, ont augmenté de 6%, pour atteindre 72,1 millions de francs. «Cette hausse est due au nombre élevé de nouveaux cas et au renchérissement», explique Stefan A. Dettwiler.

Lecture

Les Suisses dans les guerres de Religion en France



Commencées sous le règne de Charles IX, les guerres de Religion bouleversèrent le royaume de France et ne prirent fin qu'avec l'Édit de Nantes en 1598. De religieuses qu'elles étaient au départ, ces guerres devinrent guerres civiles.

Catholiques ou huguenots, défenseurs du roi ou rebelles à son autorité, pour vaincre tous cherchèrent à l'étranger des appuis et des renforts. Les cantons suisses, qui s'étaient liés à la France par la signature d'une «Paix perpétuelle», répondirent aux différentes factions qui leur faisaient appel. Ainsi, du règne d'Henri II à celui d'Henri IV, plusieurs dizaines de milliers de Suisses servirent en France.

Comme le disait le maréchal français Schomberg: «Un corps de Suisses est dans une armée française ce que sont les os dans un corps humain; non seulement pour leur valeur, mais surtout par leur discipline et patience, qui ne se décourageait par aucun revers, ni retardement.»

Durant quatre décennies, combien d'exploits furent à mettre au bénéfice de ces mercenaires, à l'exemple de celui du colonel Louis Pfyffer d'Altishofen qui sauva Charles IX et sa famille lors de la «Surprise de Meaux». C'est cette histoire que l'auteur nous raconte et qui fait suite à ses deux précédents ouvrages, Marignan, histoire d'une défaite salutaire et Suisse et France, cinq cents ans de Paix perpétuelle.

Édition Cabédita
Format: 16,5 x 24 cm, 176 pages

Collection: Archives vivantes

Prix: CHF 34.-, Euro 23.-

ISBN 978-2-88295-893-8

Amis du château de Morges D'une génération à l'autre

A l'intention de la société future, les conservateurs des musées transmettent des legs, des objets, des informations historiques; quant à eux, les militaires profitent des expériences, encore récentes, faites par leurs prédécesseurs.



Le br Mathias Tüscher, le col EMG Michaël Leuthold, M. Jacques Delesert.

Judi 3 septembre 2020, au château de Morges, les membres de l'Association du Musée militaire vaudois se réunissaient en assemblée générale. Ces personnes souhaitent faire connaître ladite institution. Le président, le br Mathias Tüscher accueillait les invités; on reconnaissait quelques personnalités. Parmi celles-ci, nommons la conservatrice du château de Morges et de ses musées, Mme Adélaïde Zeyer; le lt col Daniel Grin (vice-président); le remplaçant du commandant de l'État-major cantonal de conduite Marc Schöni (trésorier); le sdt Catherine Bolens (secrétaire); Mme Anne-Catherine Aubert Despland, municipale à Morges.

Histoire des femmes

Au cœur de cette imposante enceinte, on s'inquiète d'une possible résurgence du Covid-19. Et, au mois de novembre 2020, malgré les mesures prises jusqu'alors, une fermeture totale était décidée. Pourtant, le public apprécie quelques expositions. Nous pensons à ces présentations inattendues: «En garde! les savoirs du corps liés au maniement des armes à travers les âges», ou: «Petits soldats, une histoire de la stratégie en figurines». D'autre part, les amateurs veulent s'occuper de l'histoire et de la condition de la femme au sein de la société. En 2021, ces deux sujets seront proposés aux visiteurs: «La fille du pape, Marguerite

de Savoie» (21 mars-4 juillet) et «Femmes et pouvoirs, en Suisse et en Europe, 16^e-20^e siècles» (dès le mois de septembre).

De père en fils, sur le Mirage

Peu avant la votation relative au renouvellement des avions militaires, le br Mathias Tüscher avait invité un orateur qui connaît bien le sujet. Nous parlons du commandant de la Base aérienne de Payerne, le col EMG Michaël Leuthold. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le col EMG Leuthold a succédé au col EMG Benoît Studemann.

Devant les amis du château de Morges, le col EMG Leuthold encourageait chacun à soutenir l'achat en question. «Nous faisons un investissement qui se rapporte jusqu'aux décennies à venir», affir-

maît l'officier supérieur. «Notre pays est extraordinaire; invitez tous vos proches, vos connaissances à voter». Et le col EMG Leuthold rappelait l'arrivée de l'engin qui reste encore, aujourd'hui, le fer de lance de l'armée de l'air suisse: le F/A-18. Le 6 juin 1993, par 57, 2% des voix, la population donnait son accord; à cette occasion, le CC Fernand Carrel exprimait sa satisfaction (il fut le commandant des Forces aériennes suisses entre 1992 et 1999): «un peuple qui décide du choix et de l'acquisition d'un avion de combat, c'est sans doute une première mondiale, du jamais vu! Mes collègues étrangers en sont restés ébahis». Le 27 septembre 2020, le score était plus serré: 50,1%. Mais, la décision est imparable et la démocratie fonctionne ainsi.

Rappelons encore que le CC Fernand Carrel a bien connu le div Paul Leuthold (1934-2000); le dernier nommé devint chef d'arme de l'aviation (1986-1996). D'autre part, Paul Leuthold est le père du col EMG Michaël Leuthold. En rédigeant ses souvenirs, le CC Carrel évoque ce fait particulier: «deux pilotes suisses sont invités par l'Armée de l'air israélienne à venir se familiariser avec les méthodes de combat qui conduisirent au triomphe de ses Mirage contre les forces aériennes arabes. Des pilotes expérimentés de Mirage IIIS exécutent la mission, le col EMG Leuthold et le maj EMG Carrel» (voir: Histoire succincte des Mirage suisses, Amicale Aviation 4, accessible en ligne).

En Suisse, les premiers Mirage (III BS et DS) furent introduits en 1964, et retirés en 2003. Paul Leuthold eut l'occasion de jauger le potentiel de ces appareils. Devenu à son tour pilote, Michaël Leuthold pilota aussi le Mirage, avant d'accumuler les heures de vol sur le F/A-18. P.R.



Le lt-col Marc Schöni, rempl. du CDT de l'EM Cantonal de Conduite; Mme Adélaïde Zeyer et le sdt Catherine Bolens.



Le col EMG Michaël Leuthold; le lt col Daniel Grin et le br Mathias Tüscher; Mme Anne-Catherine Aubert-Despland, le sdt Catherine Bolens, le col EMG Daniel Bolens.

Coronavirus: per appoggiare la sanità pubblica

Il Consiglio federale decide un nuovo impiego dell'esercito

Per sostenere i Cantoni nella gestione del crescente numero di ospedalizzazioni e pazienti affetti da COVID-19 ricoverati nei reparti di cure intensive, nella sua seduta del 4 novembre 2020 il CF ha deciso in linea di principio un nuovo impiego dell'esercito in servizio d'appoggio. Saranno impiegati al massimo 2500 militari che potranno appoggiare gli ospedali nella cura o nel trasporto di pazienti. I militari saranno impiegati su richiesta dei Cantoni e se le condizioni per la sussidiarietà saranno soddisfatte. A tale scopo occorrerà dimostrare che i mezzi civili non sono sufficienti.



Con la seconda ondata della pandemia di COVID-19 il numero dei casi aumenta vertiginosamente e quindi anche - con una o due settimane di ritardo - il numero delle persone ospedalizzate e dei pazienti ricoverati nei reparti di cure intensive. Da martedì 27 ottobre 2020 diversi Cantoni hanno presentato una richiesta di appoggio da parte dell'esercito.

Fino a 2500 militari

Il Consiglio federale ha deciso di appoggiare la sanità pubblica con un massimo di 2500 militari in servizio d'appoggio. Le singole richieste saranno esaminate dalla Confederazione. Le prestazioni dell'esercito comprendono i seguenti ambiti:

- supporto sul piano del personale a strutture ospedaliere civili nell'ambito delle cure di base e delle cure mediche generali (assistenza di cosiddetti pazienti «low level care»), della pre-diagnosi, dello screening di casi sospetti di COVID-19 e dei corrispondenti tamponi;
- supporto sul piano del personale e materiale alle strutture sanitarie cantonali nell'ambito dell'ampliamento delle capacità dei reparti di cure intensive (ad es. respiratori e monitoraggio); dopo un'istruzione specifica, personale sanitario particolarmente adeguato potrà essere impiegato in appoggio ai reparti di cure intensive (ad es. team responsabile del posizionamento dei pazienti);
- supporto al trasporto di pazienti infettivi con veicoli appropriati per il trasporto sanitario e conducenti.

Questa decisione è valida al più tardi fino al 31 marzo 2021. Poiché il servizio d'ap-

poggio durerà più di tre settimane, dovrà essere approvato dall'Assemblea federale. Al riguardo il Consiglio federale adotterà un messaggio all'attenzione del Parlamento.

Valutazione delle richieste in base ai criteri della sussidiarietà

Al fine di soddisfare il criterio di sussidiarietà per un impiego dell'esercito, in occasione della presentazione delle richieste i Cantoni dovranno dimostrare che tutti i mezzi e strumenti civili a loro disposizione sono stati esauriti. Si tratta dei mezzi della protezione civile, del servizio civile e dei pompieri come anche quelli del settore privato. Occorrerà, tra l'altro, fornire la prova che non è possibile reclutare personale supplementare sul mercato del lavoro, che la possibilità di impiegare disoccupati è stata esaurita e che gli

studenti in medicina come pure i samaritani e altri volontari sono stati contattati in merito ma non sono più disponibili. Dovranno inoltre provare che altre strutture ospedaliere non possono più accogliere pazienti e che gli interventi medici non urgenti devono essere rinviati per poter liberare capacità.

Lo Stato maggiore federale Protezione della popolazione, sotto la direzione dell'Ufficio federale della sanità pubblica, verificherà il rispetto di queste condizioni d'intesa con la Conferenza svizzera delle direttrici e dei direttori cantonali della sanità. Qualora lo Stato maggiore federale Protezione della popolazione approvi una richiesta, l'Organo di coordinamento sanitario (OCSAN) deciderà in merito all'assegnazione dei mezzi militari tenendo conto della situazione complessiva e delle priorità. Successivamente l'esercito concluderà con l'istituto civile interessato un accordo sull'entità e sulla durata delle prestazioni militari.

Chiamata in servizio e computabilità dei giorni di servizio

Le prestazioni di appoggio dell'esercito saranno fornite da formazioni di professionisti, militari in ferma continuata, formazioni in servizio e volontari. Se necessario, saranno chiamate in servizio formazioni supplementari che potranno essere impiegate entro 96 ore dalla loro mobilitazione. Analogamente all'impiego in servizio d'appoggio della primavera 2020, per questo nuovo servizio d'appoggio ai militari saranno nuovamente computati sul totale obbligatorio dei giorni di servizio d'istruzione fino a un massimo di 38 giorni di servizio (2 corsi di ripetizione).

Servizio sociale dell'esercito

Aiuti per 1,1 milioni di franchi

Lo scorso anno il Servizio sociale dell'esercito (SSEs) ha versato complessivamente 1,1 milioni di franchi a militari in scuole reclute e corsi di ripetizione nonché a pazienti militari e superstiti. Da quanto risulta dal rapporto annuale 2019 dell'SSEs, si tratta di un aumento di 450 000 franchi rispetto all'anno precedente.

Nel 2019 le spese del Servizio sociale dell'esercito sono notevolmente aumentate. L'importo complessivo degli aiuti finanziari è stato di 1 100 000.- franchi, ossia 450 000 franchi in più rispetto all'anno precedente. Uno dei motivi principali di questo significativo aumento è l'adeguamento delle voci di bilancio della SSEs alle attuali esigenze dei fornitori di servizi.

Nel 2019 i quattro assistenti sociali a titolo principale dell'SSEs, oltre ad aver risposto a numerose richieste d'informazioni, hanno complessivamente trattato 1400 dossier (l'anno precedente 1300). Hanno potuto avvalersi del sostegno di 23 assistenti sociali di milizia. In 403 casi (343 nel 2018) è stato accordato un aiuto materiale. Negli altri 988 casi (l'anno precedente 941) è stato sufficiente fornire consulenza e assistenza. 756 000 franchi in aiuti finanziari sono stati destinati a militari che hanno assolto scuole reclute e corsi di ripetizione. Gli aiuti prove-

nivano da sussidi versati da fondazioni (interessi da capitali di fondazioni). Lo scorso anno il Servizio sociale dell'esercito ha ricevuto 3000 telefonate (3900 nell'anno precedente) al suo numero di telefono (0800 855 844).

L'SSEs aiuta:

- i militari, i membri del Servizio della Croce Rossa e i militi della protezione civile che, visto l'obbligo di prestare servizio con soldo (per esempio scuola reclute, corsi di ripetizione), incontrano difficoltà personali, professionali o familiari;
- le persone che prestano servizio di promovimento della pace e servizio d'appoggio all'estero e che a causa di questo servizio incorrono in difficoltà;
- pazienti militari che, in seguito a infortunio o malattia durante il servizio militare, si trovano in una situazione difficile (complemento all'assicurazione militare);
- i superstiti di pazienti militari.

Votazione sull'acquisto di nuovi aeroplani di combattimento

Impegno lungimirante della Svizzera a favore della sicurezza



Il popolo Svizzero ha approvato in votazione popolare il 27 settembre 2020 l'acquisto di nuovi aeroplani da combattimento. Con ciò il sovrano ha preso un'importante decisione di principio: la Svizzera può difendere autonomamente nei prossimi circa 40 anni il proprio

Con il 50.1 per cento di maggioranza popolare, il risultato è invero molto stretto. Comunque la decisione democratica positiva è data e 18 Cantoni e Semicantoni hanno espresso una maggioranza favorevole. Affermo, non senza orgoglio, che alla fine ce l'abbiamo fatta anche grazie all'encomiabile e coraggioso impegno delle nostre sezioni, le Società cantonali d'ufficiali e d'arma nelle basi operative nonché alla presenza del Comitato centrale della SSU nel Comitato nazionale favorevole. Abbiamo così superato con successo un ostacolo importante nel processo di valutazione dei 4 tipi d'aeroplano. Ora è richiesto l'impegno del DDPS e dei suoi specialisti onde sviluppare il processo in modo chiaro e trasparente fino alla primavera 2021, senza riguardo al fuoco di disturbo che i contrari all'Esercito stanno di nuovo ingaggiando.

Non è un plebiscito contro l'Esercito

La SSU non interpreta lo stretto risultato quale plebiscito contro l'Esercito. Secondo i sondaggi annui dell'ETH, il popolo Svizzero si schiera con esso. Ciononostante e sullo sfondo della crisi Corona, probabilmente ancora a lungo latente, un'importante parte della popolazione sembra chiedersi se l'investimento di 6 miliardi di CHF per l'acquisto di nuovi aeroplani da combattimento sia adeguato e giustificato. Ovviamente e considerando queste riserve, è stato facile mobilitare i segmenti critici della popolazione; inoltre la grande quantità di temi in votazione il 27 settembre ha pure fatto la sua parte. In ogni caso questo segnale ci dimostra che non siamo riusciti a trasmettere sufficientemente il messaggio dell'urgenza e dell'utilità di questo progetto d'acquisto e che in parte non abbiamo assolutamente raggiunto i nostri destinatari.

Scissione preoccupante della società

La SSU è preoccupata per il fatto che il tema degli aeroplani di combattimento riesca a dividere la società in modo così significativo. Le priorità della politica di sicurezza sono totalmente diverse fra i centri urbani

spazio aereo, il proprio Paese e la propria popolazione e fornire un importante contributo pure alla sicurezza Europea. La Società Svizzera degli Ufficiali (SSU) prende conoscenza con molto piacere di questo lungimirante voto favorevole.

e le regioni rurali. Lo stesso vale in modo altrettanto evidente per la Svizzera tedesca e quelle romanda ed italiana, le ultime con quote di voti negativi in parte massicci. Tanto questo fossato quanto quello fra le generazioni più anziane e quelle più giovani, piuttosto critiche nei confronti dei progetti di armamento, devono essere superati. Vi è inoltre un altro modello conosciuto da considerare: la maggioranza delle donne ha votato contro i nuovi aeroplani da combattimento. Per riuscire a superare le tendenze di scissione che si stanno accentuando, abbiamo bisogno di più impegno di tutti gli attori coinvolti, sia dei partiti politici, delle associazioni economiche, del DDPS, dell'Esercito, delle organizzazioni di milizia, ma pure dei media. La sicurezza deve essere percepita in Svizzera quale compito comune e permanente. Non è sufficiente richiamare il tema ogni tanto in occasione di votazioni popolari.

E' necessario un dibattito sulla politica di sicurezza

Dopo la memorabile domenica di votazione, sfruttiamo l'occasione per lanciare un dibattito di principio sul tema della sicurezza in Svizzera. Importante sarebbe quindi ora un ampio confronto a sapere cosa rappresenti la sicurezza per la Svizzera e sul ruolo della Svizzera nel contesto Europeo, soprattutto con i vicini nello spazio alpino centrale. Perché con un sì ai nuovi aeroplani da combattimento, la Svizzera segnala che vuole difendere la propria sovranità e neutralità e con questo beneficia anche in futuro della fiducia dei Paesi a noi vicini e del rispetto della comunità internazionale. Il dialogo sulla politica di sicurezza permette inoltre alle organizzazioni di milizia di profilarsi e posizionarsi in modo più efficiente e visibile a proposito delle sfide imminenti e sensibilizzare larghe fasce di popolazione. La milizia deve acquisire in futuro più importanza, giochiamo questa carta importante!

*Colonello SMG Stefan Holenstein
Presidente SSU*

Nomine

Alti ufficiali superiori

Nella sua seduta del 19 agosto 2020 il Consiglio federale ha deciso le nomine di alti ufficiali superiori a decorrere dal 1° gennaio 2021 e dal 1° luglio 2021. A partire dal 31 dicembre 2020, il **comandante di corpo Aldo C. Schellenberg**, capo Comando Ope-

razioni e sostituto del capo dell'esercito, lascia di propria iniziativa il Corpo degli istruttori per raggiungimento dell'età ordinaria di pensionamento. Sarà sostituito, con effetto dal 1° gennaio 2021, dal **brigadiere Laurent Michaud**.

Il **brigadiere Peter Baumgartner**, attualmente comandante della Scuola centrale, dal 1° gennaio 2021 sarà il nuovo comandante della Formazione d'addestramento della fanteria.

Il **brigadiere Franz Nager**, attualmente comandante della Formazione d'addestramento della fanteria, è nominato comandante della Scuola centrale a decorrere dal 1° gennaio 2021.

Il **colonnello SMG Peter Merz**, attualmente capoprogetto Nuovo aereo da combattimento Forze aeree, dal 1° luglio 2021 sarà il nuovo comandante delle Forze aeree, con contemporanea promozione al grado di divisionario.

Suzuki Ignis 1.2 Hybrid
Micro-SUV, micro-urbaine, micro-prix...



...et micro-hybridation plus puissante. L'Ignis 2020 est plus baroudeur, plus attirant et est mieux doté.

En début d'année, la Suzuki Ignis a subi quelques retouches visibles plus particulièrement sur la partie avant qui reçoit une nouvelle calandre, lui donnant un look encore plus baroudeur.

Une forme cubique, des couleurs flashy (mais pas que)..., difficile de ne pas la remarquer cette attirante baroudeuse.

Sous le capot, le moteur 1.2 Dualjet à essence est associé à un système d'entraînement hybride composé d'un moteur électrique de soutien qui est alimenté par une batterie lithium-ion de 10Ah rechargée grâce à l'énergie cinétique générée lors des ralentissements. On parle ici plutôt de micro-hybridation car c'est juste une assistance électrique qui n'intervient que dans les phases de démarrage, mais qui permet une baisse non-négligeable de sa consommation. Durant nos essais, nous avons relevé une moyenne de 5,7l/100 km (5,1 sur catalogue).

La tenue de route de notre traction avant est sans reproche. En zone urbaine, elle est dans son élément. Les dimensions de l'Ignis sont idéales pour se faufiler, mais elle a aussi sa place en campagne et sur autoroute.

A l'intérieur, le volume est plus important qu'il n'y paraît. Les quatre places en position haute offrent un confort qui ferait jalouser les autres petites citadines. Les sièges arrière sont coulissants et fractionnables (50/50), permettant de moduler la capacité du coffre selon les besoins entre 260 et 514 litres.

Nul doute que cette Ignis a sa place sur le marché des micro-urbaines. Elle est affichée à CHF 18 490 avec une dotation très généreuse. La version avec transmission intégrale Allgrip est aussi très attractive (CHF 21 490). fdf

Site de la marque: www.suzuki.ch



VW T-Roc R

Une performante tout en un

Trois ans après son lancement, le T-Roc est proposé aussi dans la version R, uniquement dans une version 4Motion. Une version tout en un dont les atouts sont bien supérieurs aux désavantages.



0 à 100km/h en 4,8 secondes et atteignent une vitesse maximale bridée à 250km/h. Son comportement est très dynamique, mais il se conduit comme une berline, très agréable, quel que soit le style personnel ou le choix de programmation choisi.

Côté finition, le T-Roc R est d'un bon niveau de confort, mais R ou pas R, il manque malheureusement de Raffinement. Le plastique dur est trop présent dans l'habitacle. Ce qui est choquant pour un véhicule qui est affiché au prix de base de CHF 51950 ou CHF 65887 en final (modèle de l'essai). Il faut dire que dans les options, la plus chère est l'échappement en titane du spécialiste Akrapovic pour CHF 3 650, du plus bel effet aussi bien pour les yeux que pour les oreilles.

Tout n'est pas dans le «R»... A la base, le VW T-Roc est sans aucun doute un beau SUV compact, avec des performances très acceptables aussi bien en traction avant qu'en intégrale. Mais le «R», pour Rugissant, Rageur, Rapide, Réactif, apporte une polyvalence d'usage et d'habitabilité. Il se voit doté d'un ADN de vraie sportive qui apporte un plaisir supplémentaire à la conduite. Il est pourvu d'une boîte à vitesse à double embrayage à 7 rapports (palettes au volant) et une transmission intégrale 4Motion.

Avec ses suspensions plus fermes et rabaisées de 20 mm - elles peuvent être adaptatives en option (CHF1050) - le puissant T-Roc R et ses 300ch accélèrent de

Mais si c'est le T-Roc qui vous enchante, la version 1.0 TSi de 110 ch est à déjà CHF 22 700 ou le premier diesel est à CHF 34 400. Dans ses modèles, à défaut du R, une version Sport est proposée, mais Rien à voir avec le T-Roc R qui nous a Ravi et dont on Rêve de Reconduire, Repiloter... fdf

Site de la marque: www.volkswagen.ch

Mazda MX-5 Skyactiv-G 184

Le plus vendu au monde

Le petit cabriolet deux places a encore de beaux jours devant lui (c'est mieux pour décapoter). Et son nouveau moteur de 2 litres lui permettra de faire de nombreux heureux.



Après, c'est un jeu d'enfant et surtout beaucoup de bonheur.

Pour garantir une légère sobriété, le moteur 2.0 bénéficie du système i-Stop et d'un petit récupérateur d'énergie qui lui permet d'être classé en catégorie d'efficacité énergétique C alors que sa petite sœur peut se prévaloir du A. Sa consommation est notée à

Pas vraiment de saison, quoique... le MX-5 n'a jamais craint l'eau ou le froid et encore moins maintenant qu'il a un moteur plus gros. Le cabriolet biplace le plus vendu au monde (plus d'un million) est animé aussi par un moteur de 2 litres qui développe 184 ch à 7000 tr/min, reléguant le 1,5 de 132 ch, qui est CHF 4000 moins cher, au deuxième plan, même s'il est toujours d'actualité.

Toujours aussi proche du sol, le MX-5 se conduit comme un kart, mais avec nettement plus de confort et de sécurité. Pour les non-habitués, il faut un peu d'entraînement pour exploiter à fond sa motricité. Effectivement, quand toute sa puissance se lâche sur les roues arrière, il vaut mieux prévoir et anticiper avant d'en perdre la maîtrise.

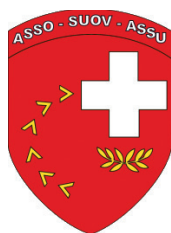
6,9l/100km et notre moyenne se situe à 7,5l/100km. A noter que sa boîte manuelle à six rapports est particulièrement incisive. L'automatique, avec les palettes au volant, est également proposée pour CHF 2500.

Ce MX-5 2019 bénéficie désormais du réglage en profondeur et en inclinaison du volant ainsi que de fonctions de connexions multimédia, mais d'une sécurité active plus développée: aide au freinage intelligent en mode urbain, système d'alerte du conducteur, caméra de recul, dispositif de reconnaissance des panneaux de signalisation... Et pour ce bonheur à deux, le tarif est de CHF 34 990, mais il vaut mieux prévoir encore CHF 5 000 pour d'autres options. fdf

Site de la marque: www.mazda.ch

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Peter Lombriser

Responsable communication:
 Monika Bregy, medien@suov.ch

Secrétariat central: Genny Cramer
 079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch

Adresse internet: www.suov.ch

Cette rubrique est ouverte à toutes les sections ASSO et autres groupements. Textes et photos à faire parvenir à la rédaction de **Nam**, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains ou par courriel à redaction@revue-nam.ch. Délai de la remise des textes: lire en page 5.

CISOR

08/09/20

LE JOURNAL DU JURA
www.journaldujura.ch

Prestigieuse nomination pour l'adj Germain Beucler

RECONVILIER Il présidera dès 2021 la Confédération interalliée des sous-officiers de réserve, la CISOR, qui concerne tous les pays de l'OTAN. Rien que ça!

La nouvelle a été publiée dans le dernier numéro du mensuel «Notre armée de milices», magazine indépendant d'informations militaires. L'adjudant sous-officier Germain Beucler, membre éminent de l'Association suisse des sous-officiers (ASSO), présidera en 2021 et 2022 aux destinées de la Confédération interalliée des sous-officiers de réserve, la CISOR.

Il s'agit de l'organisation faitière des associations nationales des sous-officiers de réserve des pays de l'OTAN et même au-delà.

La CISOR compte aujourd'hui 16 pays membres et est actuellement présidée par la Belgique, apprend-on à la lecture de «Notre armée de milices».

En 2021 et 2022, la Suisse sera donc à l'honneur. Pour assumer cette présidence, un comité ad hoc a été constitué sous la présidence du citoyen de Reconvilier.

Bon, l'engagement

Depuis sa création, la CISOR a contribué à renforcer l'alliance pour le développement des politiques de ses pays d'origine en matière de sécurité. Elle promeut et organise l'éducation et la formation, mais aussi des séminaires et des réunions pour les sous-officiers de réserve sur le plan international.

«La CISOR met en œuvre tous les moyens à sa disposition pour diffuser une image posi-



Germain Beucler présidera dès 2021 une organisation internationale. LDD

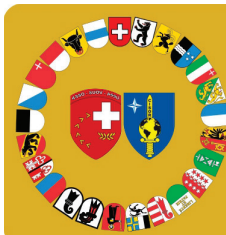
tive du sous-officier de réserve, peut-on encore lire. Les statuts actuels prévoient qu'avec les autorités civiles et militaires nationales et internationales, la CISOR contribue à la création d'un système de défense international pour garantir la liberté dans le monde.»

Elle a pour objectifs de participer à la création d'un statut commun pour tous les réservistes et de renforcer les capacités militaires de tous les membres, à la fois théoriques et pratiques, en vue d'améliorer et de développer un esprit de défense et de sécurité cons-

tante. Afin d'y parvenir, la CISOR collabore depuis quelques années avec la Confédération internationale des officiers de réserve.

Joutes à Thône

Durant cette présidence suisse, une compétition internationale sera organisée à Thône du 6 au 9 mai 2021. Au niveau des disciplines, il y aura notamment une piste d'obstacles, une course d'orientation, un cross-country, diverses épreuves de tir, de la natation, et on en oublie. Repos, rompez! PABR



Confédération Interalliée des
 Sous-Officiers de Réserve

PRESIDENCE SUISSE

Swiss Presidency 2020-2022

Dates et déroulement des compétitions

Jour	Date	Quoi	Où
Mercredi	5 mai 2021	Arrivée concurrents	Thun
Jeudi	6 mai 2021	Matin: entraînements libres Après-midi: formation tir obligatoire	Thun Guntelsey
Vendredi	7 mai 2021	Compétition: piste obstacles, lancer corps de jet, cross-country	Bremgarten
Samedi	8 mai 2021	Tir 25+300m+biathlon, course OL, natation	Thun, Spiez
Dimanche	9 mai	Départ des nations	

Compétitions Thône 5 - 9 mai 2021

Le CO n'attend que le «GO»

Lors de la dernière réunion du comité directeur de l'ASSO en octobre, le président de la CISOR 2021-2022, l'adjudant à Germain Beucler, a pu informer sur la situation actuelle.

Les conditions ne sont toujours très favorables en raison de la situation du Covid-19. Les organisateurs doivent également s'adapter en permanence et développer un concept de protection. Ce document est maintenant rédigé. Selon l'adj sof Beucler, le concept de protection de la place d'armes de Thône pourrait être adopté, ce qui est logique dans ce contexte.

Les travaux de planification progressent en conséquence. La cérémonie d'ouverture, par exemple, est prévue pour le 06.05.2021 sur la place de l'hôtel de ville de Thône, le permis a déjà été accordé par l'administration communale de cette ville. Pour l'accompagnement musical, la fanfare militaire de l'Oberland bernois est réservée.

L'arrivée des concurrents est prévue pour mercredi, 05.05.2021. Le jeudi sera consacré à l'entraînement libre et à l'introduction aux systèmes d'armes obligatoire, de sorte que le vendredi et le samedi, la compétition pourra avoir lieu sans délai. En plus des disciplines de tir, la course d'orientation, la natation, le parcours du combattant, la course d'orientation feront également partie de l'événement.

Maintenant, tout dépendra de la réunion du Comité central du 25.02.2021 à Spiez. Il y sera décidé si l'événement peut avoir lieu ou non et des mesures édictées par notre Commandement militaire. Les organisateurs ont un plan B: report en automne 2021 ou mai 2022, qui dépendra à son tour de la disponibilité des places d'armes. Nous croisons les doigts.

Moni Bregy/trad:gb

Nam

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin et
 des milliers d'exemplaires en Suisse alémanique.
ET DANS TOUTES LES ÉCOLES MILITAIRES

Info, abonnements et changements d'adresse:

Nam, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
 Tél. : 024 426 09 39 ou namjhs@bluemail.ch



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

JAB

CH-1401 Yverdon
P.P./Journal

LAPOSTE

Votre annonce...

- * vous cherchez du personnel...
- * vous cherchez un emploi...
- * vous voulez vendre du terrain, un immeuble...
- * vous voulez vendre une voiture...
- * vous voulez vendre des produits...
- * vous voulez vous faire connaître...

***... une bonne adresse:
les pages de publicité
de «Notre armée
de milice»***

**Renseignements,
délais de la remise des
annonces**

Lire en page 5

**Bulletin
d'abonnement
dans ce numéro**

VOTRE CRÉATEUR DE ZÉNITUDE.



Faites savoir que vous êtes prêt
à relever les défis de demain en
matière de communications.

Nous proposons des solutions intelligentes
qui libèrent votre esprit et transforment
votre imagination en réalité.

De l'impression traditionnelle aux solutions
high-tech de réalité augmentée,
nous rendons la créativité simple.

Rencontrons-nous aujourd'hui
autour d'un café et adoptez la
zenattitude@cavin.ch

CAVIN 
making creativity simple